

161857

**UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE FINANCE**

**LES CRITIQUES PORTÉES SUR LA POLITIQUE
DU FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL**

M. Kaan İYİBOZKURT

Directeur de recherche: Prof. Dr. Z. Sacit ÖNEN

Mémoire pour l'obtention du DEA 'FINANCE'

FEVRIER 2005

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE - LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET LE FOND MONETAIRE INTERNATIONAL	3
Chapitre I Le statut économique et financier international d'avant 1944	3
Chapitre II. Le statut économique et financier international 1944, de Bretton Woods	6
Chapitre III. Le FMI comme un organe des statuts internationaux économiques et financiers.	9
DEUXIÈME PARTIE -LES POLITIQUES MENEES PAR LE FMI	15
Chapitre I. Les différentes politiques de stabilité	15
Chapitre II. Les lignes principales des programmes appliqués par le FMI	17
Section I - L'augmentation des revenus publics	18
Sous-Section I - L'augmentation des recettes par les impôts	18
Sous-Section II - La réduction de l'économie souterraine	20
Sous-Section III - Les privatisations	25
Section II - La réduction des dépenses publiques	29
Section III – La dévaluation	30
Section IV – La politique monétaire Drastique et taux d'Intérêts élevés	32
Section V - La liberté sur le plan international du commerce et des mouvements des capitaux	33
Section VI – Le contrôle des salaires	34
Section VII - L'autonomie des banques centrales	35
TROISIÈME PARTIE-LES CRITIQUES ADRESSEES AUX PROGRAMMES DU FMI	37
Chapitre I. Les critiques générales dirigées vers les programmes FMI	37
Section I - Les programmes de FMI résultent de l'étrécissement des économies	37
Section II – L'Augmentation des inégalités dans la distribution des revenus	45
Section III – Les crédits accordés sont insuffisants et l'effet des éléments politiques trop dominants	49
Section IV - La libéralisation internationale des capitaux (en particulier, les mouvements de la monnaie chaude) produisent des effets indésirables	52
Section V – Les pays forts qui prennent des décisions sans consulter le FMI	57
Section VI –Certaines suggestions développées au sujet de l'insuffisance du FMI	60
Sous-Section I - La suppression de FMI, en entier	60
Sous-Section II - La restructuration du FMI	61
Sous-Section III - La Réorganisation du FMI d'une manière similaire à celle des premières années de Bretton Woods (Retour à Bretton Woods)	64
Sous-Section IV - Le Retour au système de l'étalon-or (Retour à la période avant Bretton Woods)	
Sous-Section V - Suggestions diverses	67
CONCLUSION	70
BIBLIOGRAPHIE	

LISTE DES ABREVIATION

DII	: Le Département de l'investissement International
DTS	: Le Droit de tirages spéciaux
EUA	: Etats-Unis
FMI	: Fond Monétaire International
FRPC	: La Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
G7	: Groupe 7 (l'EUA, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, le Canada, le Japon)
IPC	: L'indice prix de consommation
PNB	: Produit National Brut
PPTE	: Pays pauvres très endettés
UE	: L'Union Européenne



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1. Situation des Pays ayant les quotas les plus grands, et celle de la Turquie

Tableau 1.2. Les Nombres de Vote des Pays ayant les quotas les plus grands, et celle de la Turquie et en pourcentage du Total

Tableau 1.3. La situation de la Turquie en septembre 1999, parmi les directeurs exécutifs :



INTRODUCTION

Notre étude consiste en un examen des structures constituant les bases du FMI, institution spécialisée, fondée après les accords de Bretton Woods en 1944, dans le but de compenser le manque de liquidité mondiale et d'assurer la stabilité des taux de change entre les monnaies nationales qui permettent les transactions entre les pays. Nous allons démontrer en quoi, dès son existence, le FMI a occupé une position centrale dans le système monétaire et financière internationale et comment de nos jours il en est arrivé, avec ces 184 membres, à s'imposer comme une instance incontournable dans les affaires économiques de plusieurs pays.

Pour donner un exemple précis, nous prenons en considération les accords de Bretton Woods où on a débattu pour choisir entre deux propositions, celle de John Maynard Keynes et Harry Dexter White. Nous passons, par la suite, à la présentation d'un relevé des quotas des pays créanciers dans le but de bien comprendre la constitution du FMI et de pouvoir affronter les critiques éventuelles qu'on peut diriger contre cette institution.

En effet, comme le FMI propose des politiques de stabilité monétaire et financière aux divers pays, en particulier à ceux qui sont en voie de développement, ces programmes ont suscité plusieurs critiques à cause des conséquences graves et même par fois catastrophiques que ceux-ci ont pu déclencher sur les marchés locaux et même sur le marché international.

Ces critiques portent sur d'une part l'étrécissement des économies des pays qui acceptent la voie proposée par le FMI, d'autre part l'insuffisance des crédits. Il ne faut pas oublier non plus que l'application des programmes du FMI donne lieu à des déséquilibres concernant la distribution des revenus, que plusieurs effets indésirables apparaissent après la libéralisation international des capitaux, et qu'en dernier lieu il se trouve des pays assez forts dont les décisions sont complètement indépendantes des propositions développés par FMI.

Devant ces critiques il y a eu plusieurs suggestions qui prenant compte de l'insuffisance du FMI essaie de trouver un remède à cet état de choses dans le but de faire progresser l'économie mondiale. Dans la dernière partie de notre travail ce sont ces suggestion que nous allons étudier il y'en a qui tentent de supprimer totalement le FMI, d'autres qui proposent de retourner aux toutes premières années de Bretton Woods, en passant par ceux qui préconise un système de l'étalon-or ; et enfin il y a ce qui propose une restructuration de l'institution.

Après avoir relever tout ces problématiques nous concluons par un souhait, il ne s'agit pas d'abolir le FMI, mais réviser ces politiques.



I- LE SYSTÈME ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET LE FMI

A- Le Système Economique et Financier International d'Avant 1944

Jusqu'en 1914 le système économique et financier international se basait sur le système de l'étalon-or. Chaque pays tenait à relier sa monnaie à cette valeur. L'or constituait une monnaie internationale qui servait au règlement des échanges et qui fonctionnait comme un instrument de réserve. Les pays laissaient libre l'importation et n'intervenait pas dans l'exportation de l'or. Singulièrement, les banques centrales s'engageaient à l'achat et à la vente de l'or sur la base de la monnaie locale. Ce qui n'empêchait pas l'achat et la vente de l'or entre les particuliers. Le principe fondamental de l'étalon-or était de laisser fixe le taux de change.

C'est le déclenchement de la Première Guerre Mondiale qui indiqua la fin de l'étalon-or. La période qui s'achevait fut baptisée "Age d'Or". Le commerce à travers le monde et les investissements s'étaient développés à grands pas, la spécialisation internationale ayant augmenté, ce qui permettait une progression globale constatée dans le monde entier. De même on remarquait que la balance des paiements fonctionnait plus ou moins régulièrement. Ce fut une période où se produisait très rarement des conflits d'ordre politique entre les pays. Il était dès lors très naturel pour les pays et les académiciens de l'après Guerre d'éprouver de la nostalgie de la période 1870-1914 où régnait de l'étalon-or.

Au centre de cette scène C'était l'Angleterre se trouvait placée, car elle était alors, la tête de file dans le domaine commercial et financier. A cette même période, elle était le pays industriel le mieux placé; un grand pays importateur de matières premières et de produits alimentaires, et en même temps, le plus grand pays exportateur de produits finis. Elle fournissait alors la plus grande ressource de capital à court et à long terme. Londres se trouvait placée au centre du marché des finances mondiales. Le pays appliquait depuis 1821, le système de l'étalon-or, et les autres pays n'avaient pu suivre l'Angleterre qu'après un demi-siècle. En fin de compte, la Livre Sterling s'était intégrée à l'or même ; elle était acceptée librement et l'on s'en servait largement. En fait, une partie importante

du commerce mondial était financée au moyen de la livre Sterling, et des sommes énormes venaient s'accumuler à Londres. Par ailleurs, l'Angleterre suivait une politique de commerce libre et était le point central pendant les périodes de crise des devises.

On a pu remarqué deux applications importantes de l'étalon-or:

a) Le mécanisme de la régulation du prix fonctionna comme il se devait, et il aida à établir automatiquement la balance des paiements;

b) Les autorités monétaires des pays qui appliquaient le système de l'étalon-or respectèrent la règle du jeu. Le fait de suivre une politique monétaire conforme aux mouvements de l'or, facilita la régulation de l'offre de la monnaie à l'intérieur de chaque pays et comme celle des niveaux des prix.

Si la période d'avant 1914 fut l' "Age d'Or" des relations monétaires et financières, celle de l'entre deux guerres mondiales doit être citée comme étant une période d'obscurité, voire un rêve effrayant.

L'Age d'Or se termina avec les premiers coups de feu de la Grande Guerre. Au début, les pays en guerre abolirent la convertibilité en or de leur propre monnaie. Ils appliquèrent l'embargo sur l'exportation de l'or, afin de préserver leurs réserves. Plusieurs autres pays les suivirent immédiatement après. De la sorte, ce qui accéléra la fin fatale de l'étalon d'or.

Les billets de banque des pays furent changés sur le marché des devises, dans la mesure et dans le pourcentage où l'offre et la demande en devises le nécessitaient et juste dans la proportion requise. Ainsi, le système des changes flottants prit-il la place du système des changes fixes de l'étalon-or. Les années suivantes, les taux de change évoluèrent d'une manière chaotique. Cet état de chaos fut effectif, en particulier lors de la première Guerre Mondiale et pendant le krach de 1929, la Grande Dépression.

Pendant les quelques années de l'après guerre (1919-1923), les valeurs des taux de changes changèrent se transformèrent dramatiquement sur le marché des devises. Néanmoins, plusieurs pays considérèrent le régime des changes flottants comme une situation transitoire. Sous l'effet de l'Age d'Or, les pays voulurent immédiatement établir à nouveau le standard classique de l'or. Ils rétablirent la parité de l'or de l'avant-guerre. Toutefois, plusieurs pays se trouvaient obliger de faire face à des taux d'inflation différents, aussi bien pendant cette guerre que immédiatement après. Le résultat se traduisit par une pénurie en or.

Le Comité Financier de la Conférence de Genève –réuni en 1922- afin de remédier à cette difficulté, recommanda le passage au standard de la « devise en or ». D'après cette opinion, les principaux centres financiers, Londres entre autres, conserveraient la convertibilité en or de leurs monnaies ; les autorités monétaires des autres pays devaient lier la convertibilité de leur monnaie nationale, aux devises de référence, c'est-à-dire aux monnaies convertibles qui prirent le nom de « devise en or », comme ce fut le cas pour la livre sterling. De cette manière, l'or viendrait s'agglomérer auprès des centres principaux de finances. Les autres pays garderaient les devises en or tandis que le métal jaune resterait dans les pays dont la monnaie servirait de référence. De la sorte, les pays du monde auraient la possibilité d'économiser l'or.

La Grande Bretagne rétablit, en 1925, la convertibilité de la Livre Sterling et abolit toutes les restrictions qui existaient jusqu'alors en matière d'exportation de l'or. De la sorte, le standard des devises en or fut créé. Mais cet essai fut de courte durée. Le système s'effondra en 1931, parce que l'Angleterre avait aboli de nouveau, la convertibilité de la Livre Sterling par suite de la forte diminution des réserves anglaises. A partir de cette période, le Monde se divisa en 3 blocs rivaux différents: a) Le Bloc Sterling (organisé autour de l'Angleterre) ; b) Le Bloc Dollar (organisé avec comme au centre, les EUA), et c) Le Bloc Or (organisé autour de la France). Par ailleurs, plusieurs pays tels que l'Allemagne et les pays de l'Est de l'Europe, abolirent complètement la convertibilité et restaurèrent le régime du contrôle des devises.

Les dix années de la Grande Dépression virent une véritable guerre économique. Afin d'éliminer le chômage local et de résoudre le problème de paiements extérieurs, les gouvernements utilisèrent les dévaluations compétitives. La collaboration internationale s'était réduite au niveau minimum dans la période 1931-1935.

Les espoirs d'une collaboration recommencèrent après la signature de l'Entente Tripartite entre l'Angleterre, la France et les EUA. Le fruit de cette entente fut surévalué par la France qui avait préparé la dévaluation du Franc, de manière à ne pas permettre la riposte. Mais, une réforme internationale ayant un certain sens, fut remise à la fin de la guerre.¹

B- Le Système Economique et Financier International 1944: Bretton Woods

Quarante-quatre pays se réunirent en 1944, à Bretton Woods dans le New Hampshire (EUA), pour la Conférence Monétaire et Financière des Nations Unies. L'objet principal de la Conférence consistait à faire une réforme internationale sur le plan aussi bien monétaire et que financière. Les délégués établirent, à cette fin, deux plans opposés : le Plan Anglais développé et défendu par John Maynard Keynes, et le Plan Américain développé par Harry Dexter White, Président du Trésor des EUA.²

Keynes avait suggéré une harmonisation des accords de compensation (*Clearing*) et des facilités pour créer des réserves. Par ailleurs, il y a dans le projet de Keynes, la suggestion d'une unité comptable internationale appelée Bancor. La nouvelle unité comptable figurerait seulement sur les inscriptions de l'« Union de accords de Compensation ». Une autre particularité importante du Plan de Keynes, consistait en paiement d'intérêts non seulement par les débiteurs de Bancor, mais aussi par ses créanciers. L'idée qui présidait à cette

¹ H. Seyitoğlu, Uluslararası İktisat, Teori, Politika ve Uygulama, İstanbul, 1999, pp.533-563. S. Sönmez, Dünya Ekonomisinde Dönüşüm, Ankara, 1998, pp.301-319

² Z. Sacit Önen, Uluslararası Mali Kuruluşlar, Ankara, Gazi Üniversitesi Yayınları, 1996.

R. Karluk, Uluslararası Ekonomik Mali ve Siyasi Kuruluşlar, Ankara, 1998, pp.7-8 et pp.297

suggestion était de montrer aussi la responsabilité des pays excédentaires dans la régularisation.

Le système adopté et signé finalement par les délégués se basait en grande partie, sur le Plan White. Plus tard, c'est ce même système qui prit le nom de Système Bretton Woods. Ce dernier fut reconnu par le monde depuis 1944 jusqu'à 1971. Ce qui permet de donner le nom de « Période de Bretton Woods » à cet ère de vingt sept années.

La Déclaration Commune des Experts de l'Entente (les principes les plus importants du Système Bretton Woods) se présentait ainsi:

- i) L'Etablissements Internationaux : La collaboration monétaire internationale exige la fondation des établissements internationaux dont les puissances et les fonctions ont été définies.
- ii) Le Système des changes fixes mais administrés: Les taux de change seront fixes dans une courte période, mais administré de temps en temps par suite d'un manque d'équilibre dans le fond, lors d'une période longue.
- iii) Les Réserves monétaires internationales : Pour que le système des changes administrés puisse fonctionner sans accroc, les pays (individuellement ou en groupe) doivent posséder des réserves importantes. Les monnaies en or et les réserves pourront être conservées.
- iv) La Convertibilité des Monnaies : Du point de vue prospérité économique et d'harmonie politique, tous les pays doivent adopter le libre commerce et accepter la convertibilité de leur monnaie nationale.

Nous pouvons maintenant expliciter ces principes et envisager en même temps, certains aspects problématiques du système.

Le Système Bretton Woods reconnut la nécessité de créer un établissement international visant une réelle collaboration dans le domaine économique et

monétaire. D'après cette opinion, un établissement international s'avérait nécessaire pour former un forum afin de réaliser la collaboration et les consultations internationales. Le Fonds Monétaires International (FMI) fut établi à cette fin. C'est le FMI qui détermina et forma le code de conduite du système monétaire international d'après guerre.

On chercha à unir, lors des pourparlers de Bretton Woods, les avantages du système des changes fixes, et celui des changes flottants. Le système des changes administrés fut adopté à cet effet. Ce qui permettait à court terme, la stabilité des taux de change, mais ce qui créait à long terme, un manque d'équilibre essentiel dans la balance de paiements dans le cas où le pays commencerait à vivre. Il permet la régulation des taux de change. De ce côté, il ressemblait au système des changes flottants, car dans ce dernier système aussi, la régulation extérieure se réalisait par voie de régulation des taux de change. Toutefois, le système des changes administrés était encore démunie de la stabilité, de la clarté et de l'automatisme du système de l'étalon-or, aussi bien que de la flexibilité du système des changes flottants. Le système des changes administrés ressemblait à court terme à l'étalon-or (du point de vue de la préservation des taux de change spot et de la détermination). Selon les dispositions de l'entente initiale une once d'or valait trente-cinq dollars américains; par ailleurs, le dollar était devenant la monnaie clef. En outre, on avait reconnu l'achat et la vente libre au taux de change officiel, et à des montants sans limite du dollar et de l'or. Toutes les monnaies des autres pays devaient déclarer leur valeur au pair (parité) en or et en dollar américain et effectuer les opérations d'achat et de vente des devises sur le marché des devises, afin de préserver cette parité. Dans ce cas, le dollar était devenu la monnaie principale d'intervention. Les taux de changes avaient la possibilité de jouer uniquement sur le point de support et sur le point d'intervention. Lesdits points étaient déterminés pour être 1% au-dessous ou au-dessus de la parité principale.

L'intervention des EUA dans le marché des devises ne figurait pas dans le système, car le rôle de conserver le prix fixe du dollar était confié aux autres pays. En effet, dans un monde de n pays, une politique extérieure $n-1$ pourra être formulée car (ces politiques pouvant être celle de régulation ou celle de

liquidité) cette situation fut reconnue en général, comme un problème de surplus (*redundancy problem*). Par la suite, les EUA furent obligés de suivre une politique de bonne volonté (*benign neglect*) afin d'établir une harmonie entre les autres pays.

Pendant que les autorités monétaires des pays membres intervenaient sur le marché dit "spot", et qu'ils cherchaient à conserver les valeurs « spot », aucune mesure n'était prévue vis-à-vis des marchés à terme (*forward market*) et des taux à terme (*forward rates*). Les pays pouvaient intervenir ou non individuellement et à leur gré, au marché à terme. Dans ce cas, les taux à terme s'étaient formés en dehors des limites des taux de change « spot » qui étaient fréquemment définis. La raison principale pour cet état des choses était la spéculation qui battait son plein.

Le droit des pays membres de changer les parités, était réservé afin de régulariser le manque d'équilibre principal.

C- Le FMI Comme Organe des Systèmes Internationaux Economiques et Financiers

L'établissement clef du Système Bretton Woods, est le FMI. La constitution du FMI est fixée de la façon suivante.³ Chaque pays membre possède un quota déterminé auprès du FMI. Les quotas étaient définis en dollars EUA, en 1944. Le dollar EUA de 1944 équivalait 888,44 milligrammes d'or. Les quotas étaient préparés selon le niveau du revenu national, les stocks en devises, la part dans le commerce mondial. Le principe d'une révision à la fin de chaque période quinquennale a été accepté. Des augmentations de quotas furent réalisées en plusieurs occasions. La dernière augmentation des quotas, effectuée en 1999, fut de 45,0 % calculés sur le total des quotas. Le fait de verser 25% des quotas des membres, en or fut adopté lors de la fondation du Fonds. Mais plus tard, on l'appela la tranche d'or. Toutefois, lorsqu'on avait commencé à effectuer les

³ Z. Sacit Önen, Uluslararası Mali Kuruluşlar ve Uluslararası Mali İlişkiler, Anadolu Üniversitesi Yayınları, 1996, No.944.M. Eğilmez, IMF Dünya Bankası ve Türkiye, İstanbul, 1996. R. Karluk, Uluslararası Ekonomik Mali ve Siyasi Kuruluşlar, Ankara, 1998, pp.297-349. S. Nawaz, J.

paiements sous forme de droits de tirages spéciaux (DTS), on les appela 'Tranche de Réserve'. Les membres effectuèrent le paiement du solde de leur part respectif (75 %), par l'entremise de leur propre monnaie (Tranche Crédit). Les membres avaient le droit normal de tirer jusqu'au niveau de leur propre quota. Lesdites parts étaient divisées en cinq tranches. La première était la tranche de réserve. Ils pouvaient tirer inconditionnellement. Des tranches de crédit constituaient les autres deux tranches d'entre elles pouvaient être aisément retirées. Il suffisait que le pays en question prouvât avoir accomplir des efforts afin de dissiper le manque d'équilibre lors des paiements. Toutefois, il s'avérait nécessaire de prendre des mesures pour obtenir la stabilité économique intérieure et extérieure, aux fins de retirer les autres tranches de crédit. Les suggestions de FMI consistaient en l'utilisation des opérations monétaires avec attention, la réduction des crédits, des suggestions pour augmenter les revenus, l'indépendance de l'administration de la banque centrale, et la réduction des dépenses des établissements publics.

Les quotas faisaient ressortir en même temps la participation des membres au FMI. Les quotas déterminaient aussi le droit de vote des membres, et par conséquent, l'efficacité des pays dans l'utilisation des ressources du FMI (possibilité de recevoir des crédits, utilisation de leurs droits de tirages spéciaux dans le cas où ils auraient des participations). Les quotas trop petits de certains pays furent révisés par voie d'une augmentation limitée.

Un certain nombre de règles sont valable de nos jours aussi.

La jouissance des droits de tirages spéciaux des pays membres est réalisée par voie de remise de leur propre monnaie en contre partie de la monnaie étrangère qu'ils désireraient utiliser (*purchases*). C'est alors le contraire qui est adopté lorsque le crédit est de retour. Le pays retire sa propre monnaie en payant la contre valeur en devises convertibles (*repurchases*). Toutefois, la monnaie nationale d'un pays ne peut jamais dépasser le double de son quota (tranches de réserve et de crédit).

Le FMI est dirigé par le Comité des Gouverneurs, le Comité des Directeurs Exécutifs et un Président. Le Comité des directeurs (The Board of Governors) est constitué avec la participation du représentant de chacun des pays. Chaque gouverneur possède 250 droits de vote. En outre, les membres ont droit à un vote supplémentaire pour chaque tranche de 100.000 dollars. Toutefois, un droit de vote est déduit pour chaque retrait de 100.000 dollars, depuis les Fonds.

Le Comité des Directeurs Exécutifs est constitué en tenant compte des quotas des pays. Il se compose de 24 membres. Un seul directeur exécutif représente les pays détenant des quotas très bas. Cinq parmi les directeurs exécutifs représentent les 5 pays possédant le quota le plus grand. Ce sont les EUA, l'Angleterre, l'Allemagne, Le Japon et la France. Les autres directeurs exécutifs représentent le reste des pays membres.

Nous pouvons constater, au moyen des tableaux, la situation des pays possédant les plus grands quotas, et celle de la Turquie (Les données figurant sur les tableaux ont été recueillies depuis les sources du FMI.)

Tableau 1.1. Situation des Pays ayant les quotas les plus grands, et celle de la Turquie avec les pourcentages correspondants⁴.

Les Pays	Millions (DTS)	En pourcentage du Total (%)
Les E.U.A.	37.149,30	17,46
Le Japon	13.312,80	6,26
L'Allemagne	13.008,20	6,11
L'Angleterre	10.738,50	5,05
La France	10.738,50	5,05
La Turquie	964,00	0,45
Total Quotas FMI	212.794,00	100,00

Il est possible de montrer, par voie des tableaux, le nombre de votes que les mêmes pays détiennent, ainsi que leur pourcentage par rapport au total, toujours en empruntant les données fournies par le FMI.

⁴ Le site d'Internet du Fond Monétaire International, www.imf.org.

Tableau 1.2. Les Nombres de Vote des Pays ayant les quotas les plus grands, et celle de la Turquie et en pourcentage du Total⁵

Les Pays	Leur Nombre de Vote	Droit de Vote en pourcentage du Total (%)
Les E.U.A.	371.743	17,14
Le Japon	133.378	6,15
L'Allemagne	130.332	6,01
L'Angleterre	107.635	4,96
La France	107.635	4,96
La Turquie	9.890	0,46
Total	2.169.193	100,00

Tableau 1.3. La situation de la Turquie en septembre 1999, parmi les directeurs exécutifs :

L'Autriche	18.973
La Belarus	4.114
La Belgique	46.302
La République Tchèque	8.443
La Hongrie	10.634
Le Kazakhstan	3.907
Le Luxembourg	1.605
La Slovaquie	3.825
La Slovénie	2.567
La Turquie	9.890
Total	110.260

Le Groupe est représenté par la Belgique (Willy Kiekens-titulaire) et l'Autriche (Johann Prader-réserve).

Le groupe possède 110.260 votes au total, qui représente 5.16% du total des 184 membres du FMI.

La Turquie adhéra au FMI et à la Banque Mondiale, par la promulgation de la Loi datée du 19 Février 1947, numéro 5016. Cette loi fut modifiée par la suite, par la Loi du 7.11.1980, numéro 2335 et la Loi du 10.8.1983, numéro 2877.

⁵ Le site d'Internet du Fond Monétaire International, www.imf.org.

Le quota de la Turquie était de 43 millions de dollars lorsqu'elle avait adhéré au FMI. Le quota était défini en 1980, en 300 millions DTS. Par suite de huitième augmentation des quotas en date du 118 Août 1983, le quota de la Turquie fut élevé à 429,1 millions de DTS.

Le total des quotas du FMI est de 209.655,9 millions de DTS. La situation des quotas en 2004 est de 964,0 millions de DTS. Le pourcentage de ce montant par rapport au total des quotas, est de 0,46% (46 pm).

Les cibles du FMI ont été définies ainsi dans l'article premier de la Convention de Bretton Woods :

- i) Promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux.
- ii) Faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les états membres.
- iii) Promouvoir la stabilité des changes, maintenir entre les états membres des régimes de change ordonnés et éviter les dépréciations concurrentielles des changes.
- iv) Aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les états membres et à éliminer des restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial.
- v) Donner confiance aux états membres en mettant les ressources générales du FMI temporairement à leur disposition moyennant des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leur balance des paiements sans recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale.

vi) Conformément à ce qui précède, abréger la durée et réduire l'ampleur des déséquilibres des balances des paiements des états membres.

Depuis 1971, les cibles et les fonctions du FMI ont changé dans une certaine mesure. Par ailleurs, Il a dû lancer de nouveaux crédits afin de dissiper les difficultés que les membres avaient à confronter de temps en temps. On reviendra sur ces sujets.



II. LES POLITIQUES MENEES PAR LE FMI

A- Les Différentes Politiques de Stabilité

A part des discussions monétaristes et structurelles effectuées afin tout d'abord d'établir la stabilité économique et ensuite de baisser le taux d'inflation, les programmes orthodoxes, hétérodoxes et du type FMI, sont ceux parmi les plus appliqués.⁶

Pour que l'inflation soit baissée et que la stabilité soit réalisée Les monétaristes exigent que les valeurs monétaires soient contrôlées. Ils sont, essentiellement du côté des solutions orthodoxes, mais ils se divisent en deux camps : Les premiers demandent que lesdites solutions soient appliquées par étapes, les deuxièmes préfèrent une application sous forme de chocs. Dans le programme de stabilité orthodoxe monétariste, ils utilisent des moyens politiques tels que le contrôle de l'offre de la monnaie, la réduction des écarts d'ordre publique, la dévaluation, le prix libre, la suppression des subventions.

Les structuralistes soutiennent que les racines de l'inflation et le manque d'équilibre dans l'économie se trouvent à la base de la structure de l'économie. Les politiques structurales sont essayées en Amérique du sud, dans les années 1960-1980. On a remarqué des politiques structurales telles que la réforme agraire, le développement des exploitations de taille moyenne et grande, des réformes dans le domaine de l'habitat, de la santé, de la formation, de l'amélioration dans la distribution des revenus.

Les politiques orthodoxes sont appliquées du côté de l'offre et de la demande. Selon ceux qui défendent la demande, elles renferment la réduction du taux de développement de l'offre monétaire, la politique pour les intérêts élevés, l'effectivité basée sur le libre marché, la hausse des impôts et la baisse des dépenses d'ordre publique. Selon ceux qui défendent l'offre, elles font intervenir

⁶ I. Parasız, Enflasyon-Kriz-Ayarlamak, Dünya'da ve Türkiye'de Kalkınma Makro Ekonomisi Sorunları, Bursa, Ezgi Kitabevi, 2001, pp. 71-204. S. Sönmez, Dünya Ekonomisinde Dönüşüm, Ankara, 1998, pp.328-370.

l'augmentation du taux d'utilisation des capacités, l'augmentation des efforts d'encouragement des épargnes et des investissements.

Les politiques hétérodoxes sont utilisées pour augmenter l'efficacité des politiques orthodoxes. Les programmes hétérodoxes se reposent sur trois piliers principaux : le contrôle des prix et des salaires, la discipline budgétaire et l'application des taux de change fixes.⁷

Lorsque dans les pays en voie de développement le succès attendu pendant les années 1990 n'a pas pu être obtenu, on a dû appliquer des politiques en faveur de l'offre. Les partisans de l'offre soutiennent ainsi leur thèse : il serait plus efficace d'augmenter la production au lieu de raréfier la monnaie, si en effet, l'inflation est générée par l'abondance de la monnaie parallèlement à la rareté des produits et des services. Afin d'arriver à ce résultat, on devrait mettre sur pied des mesures telles que des encouragements pour augmenter l'emploi afin d'augmenter la production (l'offre), la baisse des taux d'imposition, l'augmentation des crédits.

L'une des politiques parmi les plus utilisées, au début des années 2000, consistait en la définition du but de l'inflation. Cette mesure se reflète sur l'application lorsque des taux de change ayant été utilisés à titre d'ancre nominale, le succès attendu en particulier n'était pas arrivé. Le but de l'inflation est pris comme ancre nominale pendant l'établissement de la cible de l'inflation, et les banques centrales dirigent leur politique monétaire vers cette cible.

Les avantages de l'établissement de la cible de l'inflation sont double : la stabilité des prix sera atteinte à long terme, les augmentations de la production seront effectives à court terme.

⁷ M. F. Cin, B. K. Yalçın, M. K. Doğru, Heterodoks Politikalar Işığında Türkiye'de Uygulanmakta Olan İstikrar Programları ve Bir Değerlendirme, İ.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi, Septembre 2000-Mars 2001, No: 23-24.

Le FMI recommande, ces dernières années, à plusieurs pays, d'établir la cible de l'inflation. Certains de ces pays sont les suivants : Le Brésil, la Chili, la Colombie, la Mexique, l'Afrique du Sud, Le Thaïlande, la Pologne et la République Tchèque et la Turquie.

B- Les Lignes Principales des Programmes Appliqués par le FMI

Le FMI recommande, en général, une politique coordonnée de monnaie, de finances et de taux de change, dirigée à établir, par préférence, l'équilibre des paiements extérieurs d'un pays. Les réformes structurales y figurent dans le programme, si c'est nécessaire. De cette façon, le pays appliquant un programme de stabilité pourra trouver la possibilité d'emprunter des finances aux marchés internationaux. Lorsque le programme FMI se fixe définitivement, Il ouvre un crédit à la banque centrale du pays appliquant le programme, et fournit le support afin que le programme arrive à son but de performance. Le crédit FMI renforce ainsi les réserves (en devises) internationales du pays.

Le programme du type FMI est dirigé, du point de vue de l'équilibre intérieur, vers la réalisation de la balance entre les revenus et les dépenses publiques concernant l'équilibre extérieur, il s'agit de la balance des revenus et des dépenses en devises.⁸

D'une part il apporte des propositions, du point de vue de l'équilibre des ressources intérieures, du genre des impôts pour augmenter les revenus indigènes, la réduction de l'économie de l'ombre, la privatisation. D'autre part Il suggère aussi de prendre des mesures pour éviter de faire des investissements populaires afin de réduire les dépenses publiques.

⁸ Ilker Parasız, Enflasyon-Kriz-Ayarlamak, Dünya'da ve Türkiye'de Kalkınma Makro Ekonomisi Sorunları, Bursa, Ezgi Kitabevi, 2001, pp. 71-204. S. Sönmez, Dünya Ekonomisinde Dönüşüm, Ankara, 1998, pp.328-370. S Fisher , he Asian Crisis and The Changing Role of The IMF, Finance and Development, June 1988, V.35, Number 2, pp.2-6. M.Camdessus, The IMF: Facing New Challenges, Finance and Development, June 1988, V.25, Number 2, pp.2-6. T. Killick, The IMF's Role in Developing Countries, Finance and Development, September 1984, V.21, Number 3, pp.21-28.

La dévaluation de la monnaie du pays dans l'équilibre extérieur (sous forme de choc, ou par étapes), est la politique la plus importante proposée par le FMI. Pendant qu'une base est en train d'être préparée pour l'encouragement des exportations, la demande d'importation est en conséquence, réduite. La raison en est que la dévaluation rend plus chers les prix des produits en importation avec la monnaie locale, pendant qu'elle fait baisser les prix en devises des produits en exportation.

1- L'Augmentation des revenus publics

a- L'Augmentation des recettes en impôts

Les programmes FMI ont pour but d'augmenter les revenus publics en augmentant l'encaissement des impôts, en réduisant les subventions accordées directement ou indirectement, aux différents secteurs, en haussant le prix des produits et des services publics, en réduisant l'économie de l'ombre et en optant aux privatisations.

Les programmes FMI ont pour but aussi, de veiller à réduire la nécessité de s'endetter du secteur public, en réduisant en même temps la demande globale au moyen des politiques de taux d'intérêts élevés et la dévaluation.

Comme le FMI cause en général, des déviations dans le système des prix, il a choisi la voie facile dans certains de ses programmes, pour que les revenus publics puissent augmenter beaucoup plus vite, et dans la plupart des programmes de FMI il a accentué les impôts indirects, Ici il y a eu une contradiction : Auparavant il soutenait la thèse qui demande que la structure de l'imposition soit dirigée depuis les impôts indirects, vers les impôts directs (tel que l'impôt sur le revenu).

Le FMI suggère de temps en temps, d'étendre l'impôt sur la base, en effectuant des réductions d'impôt, afin d'augmenter les recettes en impôts.

Les réductions dans le domaine de l'imposition augmentent-elles vraiment les recettes en impôts ?

Ces dernières années, ce genre d'opinions théoriques de source américaine, dirigées vers la pratique et se sont répandues assez largement. Les défenseurs de la théorie de baisse d'impôts font ressortir que la production serait encouragée grâce à la baisse en question, et qu'il serait possible d'augmenter les recettes en impôts. A. Laffer se trouve à la source de cette idée. Il soutient qu'après une certaine proportion les taux élevés diminueraient les recettes de l'impôt. En d'autres termes, il est possible d'augmenter les recettes en impôts, en réduisant les taux d'imposition situés au-dessus d'une certaine proportion optimale.

Ces idées de A. Laffer sont à l'origine de l'opinion des économistes en faveur de l'offre, qui déclarent qu'il est possible d'augmenter le développement économique en réduisant les taux d'impôt. Les économistes en question forment le groupe qui croit qu'il serait possible d'augmenter la production et de lutter contre l'inflation, en réduisant les coûts.

D'après ce groupe, les bas taux d'imposition peuvent élever de différentes manières, le niveau de développement. Selon eux, c'est surtout la réduction des taux d'imposition qui motivent le peuple et le rendent plus enclin à travailler. Tout en augmentant l'offre à l'emploi, ceci fortifie en même temps, le rendement. De la sorte, la hausse des prix est sous contrôle pendant que la production augmente.

Par ailleurs, les bas taux d'impôts font augmenter les épargnes et les investissements, car lorsque les recettes en impôts baissent, le peuple dont les revenus s'augmentent, tend davantage à faire de l'épargne. Les investissements se multiplient, au fur et à mesure que le bas taux d'impôts réduit le coût. En conclusion, l'augmentation de la production se réalise encore une fois.

Ceux qui sont pour l'offre citent comme exemple, le « Reaganomics » appliqué aux EUA, dans la période 1983-1989. Le développement économique est accéléré pendant cette période, au moyen des bas taux d'imposition, et l'inflation

était prise sous contrôle. Pendant que le taux le plus élevé de l'impôt fédéral sur le revenu était de 70 pour cent, il est réduit à 28 % en 1989.

Il y a plusieurs arguments contre ces assertions positives des économistes en faveur de l'offre concernant les réductions d'impôts. Ceux qui critiquent les partisans de l'offre, prétendent que la baisse des taux d'imposition est une erreur. D'après ces derniers, par exemple, l'accélération de la prospérité économique tout le long de la période de Reaganomics aux EUA, fait plutôt ressortir (contrairement à ce que pensaient les économistes en faveur de l'offre) que la proportion de l'épargne dans le pays avait baissée.

Toutefois, les critiques acceptent que la baisse en impôts ait augmenté tant soit peu, l'offre en emploi. Par contre, même les économistes les plus fanatiques acceptent qu'une augmentation des recettes d'impôts ne résulte pas de la baisse de l'imposition.

b- La Réduction de l'économie de l'ombre

Cette économie appelée encore, économie souterraine, économie de mafia, économie noire, économie parallèle, économie non officielle se divise en deux: L'une qui effectue des opérations légales, mais qui ne sont pas du tout enregistrées bien qu'elle devraient l'être, ou qui sont enregistrées sur la base d'une valeur très basse, une économie que nous pourrions appeler une économie hors enregistrement. Quant à l'autre, c'est l'économie souterraine où les activités économiques illégales sont suivies.⁹

L'économie de l'ombre n'entre pas dans les comptes PNB (Produit National Brut), et ne figure pas parmi les statistiques. Le produit obtenu ou le revenu est gardé en partie ou en son intégrité. Les divers impôts (telle que la T.V.A.) émanant de différentes dépenses ne sont pas versés parce que les contribuables évitent la déclaration, ou encore, les impôts des sociétés et de revenus sont déclarés

⁹ V. Tanzi, The Underground Economy, Causes and Consequences of This Global Phenomenon, Finance and Development, December 1983, V.20, Number 4, pp.10-14. Corruption: Causes,

moindre, ou non versés. L'économie de l'ombre est orientée de cette manière, à ne pas payer ou à payer peu d'impôts. La lutte contre l'économie de l'ombre est la lutte qui consiste à documenter et à augmenter les recettes en impôts. Elle nécessite la sensibilité et le travail sérieux du personnel des bureaux du fisc.

Quant à l'économie souterraine, elle comprend la réalisation des opérations et des affaires qui ont été défendues par les lois. Le commerce des stupéfiants, toutes sortes de contrebande, le jeu illicite et la prostitution, etc. prennent part dans l'économie souterraine.

Il est difficile, sinon impossible de calculer l'envergure de l'économie hors enregistrement et de l'économie souterraine. La difficulté s'origine du fait qu'il n'y a pas le moindre enregistrement, et qu'elle a un champ d'activité secret. Toutefois, on arrive à deviner l'importance de ces économies si on effectue divers rapprochements. L'Institut des Statistiques de l'Etat avait, il y a un certain temps, déclaré que l'économie hors enregistrement (douteux si l'économie souterraine y est incluse ou non) formait le 50 pour cent du PNB, en Turquie. Néanmoins, certaines études font ressortir que ce taux était d'une dimension assez large pour arriver jusqu'à 60 pour cent, et même jusqu'à peu près 130.¹⁰

L'économie hors enregistrement et celle dénommée souterraine existe aussi comme une réalité sociale dans d'autres pays. Pendant qu'on évalue que la dimension en question est aux environs de 10% du PNB dans les pays développés tels que le Japon, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Suisse et le Norvège, on pense que ce chiffre est proche du 20 pour cent du PNB dans les pays comme l'Italie, les EUA, la Belgique et le Canada.

Le taux est assez haut dans les pays en voie de développement. Il constitue approximativement 50 pour cent du PNB, en Inde, et 40 pour cent au Pérou.

Consequences and Agenda for Further Research, Finance and Development, March 1998, V.35, Number 1, pp.11-15.

¹⁰ Y. Kildiş, Kayıtdışı Ekonomisinin Ulusal-Uluslararası Boyutu ve Çözüm Önerileri, Dokuz Eylül Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi, Cilt 2, Numéro 2, 2000. Ş. Kızılot et Ş. E. Çomaklı, Vergi Kayıp Ve Kaçakları Ve Kayıtdışı Ekonomi İlişkisi Ve Boyutlarının Mevzuat Açısından Değerlendirilmesi

L'économie de l'ombre est beaucoup plus vaste en particulier là où la corruption et la déloyauté sont fréquentes. Une étude a été conduite dans ce domaine, au Pérou. On a demandé à un groupe de chercheurs, titulaires de diplôme de collège, de fonder une firme de prêt-à-porter, sans avoir à payer en plus. Le groupe n'a pu établir la firme que dans 289 jours, et tout en payant quelques "pot de vin" inévitables.¹¹

Le caractère commun de l'économie de l'ombre est d'utiliser uniquement de la monnaie liquide dans leurs opérations. Dès lors, on ne se sert jamais dans ce genre d'économie, des moyens financiers tels que la traite, le bon et etc. Parce que, pendant que la monnaie sert à cacher l'identité de celui qui la détient, les autres moyens de paiement dévoilent les identités respectives.

Le FMI suggère constamment que l'économie de l'ombre soit calculée et inscrite. Il y a, dans chaque pays, des établissements et des particuliers qui s'occupent de ce genre de calcul. Un parmi ces groupes, est V. Tanzi, spécialiste américain dans le domaine du FMI, qui accumule et évalue le plus d'informations dans le monde. D'après ce que V. Tanzi a établi, différentes méthodes sont appliquées pour le calcul de l'économie de l'ombre.

La première est de distinguer et d'additionner directement les activités économiques de l'ombre. C'est cette méthode qui est appliquée en général, aux EUA. Le côté faible de cette méthode s'origine de l'impossibilité d'établir plusieurs activités illicites.

La deuxième est l'évaluation effectuée sur base des données obtenues depuis les renseignements que les gens situés à titre d'acheteurs ou de vendeurs dans l'économie de l'ombre, avaient donnés par suite des enquêtes. Dans le cas où les renseignements fournis par les acheteurs et les vendeurs s'avèrent proches les uns des autres, on pourra dire que la conclusion est exacte.

¹¹ J. D. Sachs et F.B. Lorrain, *Macroeconomics in The Global Economy, Case Study: Underground Economics*, New York, 1993, pp.53-57.

La troisième montre la valeur obtenue par voie de comparaison de la force ouvrière totale dérivant des résultats du recensement de la population, avec ceux de ce qui ont déclaré officiellement, qu'ils travaillaient. Ceci peut servir à se faire une idée du nombre de ceux qui travaillent dans l'économie de l'ombre. Cette méthode est appliquée par l'Italie. Pour pouvoir effectuer un calcul sur base de cette méthode, il s'avère nécessaire de deviner aussi la rentabilité moyenne par personne de l'économie hors enregistrement.

Une autre voie consiste à calculer le PNB au moyen de chiffres de dépenses des consommateurs, et en faire la comparaison avec le chiffre du PNB obtenu par voie de revenus. Ce système est utilisé aux EUA et en Angleterre. L'idée principale est de penser que l'économie de l'ombre aurait influencé le PNB calculé depuis les revenus. Or, l'économie de l'ombre influence en même temps, le PNB obtenu sur base des dépenses en consommation. C'est pour cette raison que le peuple anglais cherche à analyser l'économie de l'ombre, par voie des chiffres de consommation effectuée à un niveau extraordinaire comparée avec les revenus déclarés.

Par ailleurs, plusieurs recherches essaient de calculer l'économie hors enregistrement, en partant depuis les statistiques monétaires. Ce rapprochement est fait en pensant que des éléments définis tels que l'argent liquide ou encore, des factures de grands montants pourraient influencer l'économie hors enregistrement.

Un autre rapprochement pour le calcul de l'économie de l'ombre est de prendre comme point de départ, la consommation en énergie électrique. La comparaison entre l'énergie électrique consommée par une ville ou pour la production officielle, et l'énergie électrique nécessaire pour ladite production, donnera une idée de la production qui n'est pas officielle. Et ceci est une activité économique hors de l'enregistrement.

Peu importe la méthode utilisée, les résultats concernant les dimensions de l'économie de l'ombre n'iront pas plus loin qu'un rapprochement.

Les recherches démontrent que l'économie de l'ombre se développe beaucoup plus vite que l'économie officielle. Il faudra penser que ces éléments sont basés sur des notions différentes et sur des méthodes variées, lorsqu'on a à effectuer une comparaison entre les pays. Les comparaisons qui sont effectuées sans étudier les études une à une, donneraient des conclusions erronées.

Par un communiqué que le FMI a énoncé en Août 1997, le FMI a fait savoir qu'il arrêterait ou remettrait à plus tard, les crédits accordés aux pays où la corruption et la déloyauté du personnel du secteur officiel étaient intenses. D'après le FMI, le fait de la densité de la corruption et de la déloyauté, est une cause de l'impossibilité pour ces pays, de résoudre leurs problèmes économiques et de permettre leur développement.

Dans une étude qu'ils ont effectuée en commun, Van Rijckeghem et Beatrice Weder, spécialistes du FMI, ont recherché la liaison qui existerait entre le niveau d'appointement du personnel public et la corruption et la déloyauté. D'après la conclusion qu'ils ont tirée de ces recherches, la hausse des salaires du personnel public effectue une influence de réduction en corruption et en déloyauté. Toutefois, d'après les chercheurs, il ne sera pas suffisant d'augmenter seulement les salaires du personnel public pour dissiper complètement le fait de corruption et de déloyauté. L'exemple cité par les chercheurs au sujet de El Salvador, est de nature à supporter cette thèse, parce que, bien que les salaires du personnel public soient assez hauts en comparaison avec le niveau général des salaires, la corruption et la déloyauté sont assez répandues. Un autre point que sur lesquels les chercheurs ont insisté, est le fait de la multiplication en valeur réelle, des salaires par trois, ou par quatre au minimum, c'est ce point qui pourra retirer la corruption et la déloyauté à des limites négligeables. D'après les chercheurs, les déloyautés de grande envergure que les politiciens des pays en voie de développement ont réalisées, n'ont aucune liaison avec le niveau des appointements du personnel public. Bien au contraire, ce type de déloyauté de grandes dimensions réalisées par les politiciens encourage plutôt les corruptions et les déloyautés de petites dimensions.¹²

¹² IMF Working Papers, May 1997

La condition primordiale de la lutte contre l'économie de l'ombre gît dans le fait de s'approprier en toute sincérité, de la part du gouvernement, avec sa finance, sa bureaucratie, sa Justice et sa police.

En second lieu, il s'agit de suivre les revenus, les dépenses et les impôts en attribuant un numéro d'imposition à tous.

La troisième condition importante est de constituer l'obligation de dénonciation à ceux qui seraient l'objet de grands mouvements monétaires. Ceux qui n'auraient pas dénoncé subiront de grandes sanctions pendant que ceux qui auraient agi comme il se doit, doivent être récompensés.

c- Les Privatisations

La privatisation fut appliquée, et s'applique toujours, sur la suggestion du FMI, dans plusieurs pays. Les pays industrialisés, tels que l'Autriche, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Angleterre, la Suède, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Norvège, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Nouvelle Zélande, la Hollande, le Japon, l'Irlande ; des pays en voie de développement, tels que l'Argentine, le Brésil, Le Chili, la Chine, la Colombie, la République Tchèque, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Israël, la Jamaïque, le Kenya, la Malaisie, la Mexique, le Niger, le Pakistan, le Panama, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Niger, le Porto Rico, la Russie, le Singapour, la Corée du Sud, le Sri Lanka, Le Taiwan, le Thaïlande, l'Uruguay, la Venezuela font partie de ces groupes.

La Turquie prit sa place dans la caravane de la privatisation, lorsque dans les années 80, les politiques de l'économie libérale furent à l'ordre du jour. Les pratiques de la privatisation commencèrent à partir de l'an 1984.

L'élément principal se trouvant sous la proposition de la privatisation dans le monde par le FMI depuis les années 70, est la grande accélération qui a eu lieu dans les changements technologiques. Il y a la nécessité de l'application des technologies nouvelles aux exploitations, pour que les sociétés puissent contrôler

les marchés à travers la compétition mondiale. L'opinion est que l'état ne serait pas compétitif autant que le secteur privé. On s'attend à ce que le secteur privé applique de la sorte, la technologie qui change à vitesse accélérée. Opter pour la privatisation pour cette raison, la nécessité pour l'Etat de transférer les exploitations dans lesquelles Il est associé, fait l'objet de discussions.

Le but le plus important des entreprises privées est la maximisation des bénéfices. Or, les entreprises publiques ont d'autres buts que celui du bénéfice. Il s'agit de buts comme la production de certains produits et de services de base, la diminution du chômage, le maintien des ressources stratégiques, l'effectuation le contrôle et la régulation des prix, etc. Par ailleurs, il s'avère parfois important pour l'Etat, de contrôler politiquement parlant, une partie importante de l'économie, tout en poursuivant certains buts sociaux.

Les entreprises publiques bénéficient aussi de certaines facilités, telles que les subventions financées par le contribuable, le bas taux des intérêts, les primes directes, l'exonération de l'impôts, l'exception de l'augmentation des taux de change, des garanties de vente à prix fixe, aux divers établissements du secteur public.

La seconde raison importante qui se trouve dans le fait de la défense de la privatisation de la part du FMI, est liée à la crise financière dans laquelle les gouvernements sont tombés après les années 70. Le changement du système monétaire international au début des années 1970, la rupture du lien entre le dollar et l'or, la pratique entamée au sujet des taux de change flottants, rendit plus aisé les pays à gagner de l'argent depuis la pratique de la politique monétaire. De la sorte, le déficit des budgets commence à gonfler. On a dû chercher de nouvelles voies de financement pour combler les déficits des budgets. On a cru avoir trouvé une nouvelle ressource, avec la privatisation. De cette manière, on aurait fait coup double ; et pendant que les exploitations seraient ouvertes d'une façon plus efficace, pour le pays aussi bien que pour la compétition internationale, les gouvernements eux aussi, trouveraient le moyen de réduire les déficits de budget qui allaient crescendo.

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur les pratiques de ces dernières années, il serait difficile de dire que l'avancement attendu dans le domaine de la privatisation a eu lieu. Néanmoins, constituer le marché libre et établir le libéralisme gardent toujours son importance.

Bien que le FMI prête beaucoup d'importance à la privatisation, elle n'a pas pu atteindre la vitesse suffisante de par le monde et en Turquie.

Tout d'abord, les efforts en matière de privatisations rencontrent plusieurs obstacles économiques, financiers, judiciaires et sociaux. Par ailleurs, pendant la privatisation des contradictions se révèlent entre les intérêts et les buts.

Dans le cas où l'établissement du marché libre est effectué pour obtenir la concurrence, les revenus que l'on obtient des opérations de privatisation seront bousculés au second plan. Si ce but est privilégié, le gouvernement pourrait même endurer avec une perte de revenus, en attendant un gain dans ce domaine.

Si le but consiste à dissiper le déficit public en économie, un budget déficitaire, la privatisation à elle seule ne sera pas à même de résoudre ce problème. Le déficit du secteur public est une notion de continuité; or, les revenus obtenus depuis les opérations de privatisation sont des revenus qui pourraient être obtenus pour une seule fois seulement, et peuvent résoudre les problèmes prenant place dans la notion de stock. Par ailleurs, les revenus que l'on pouvait s'attendre à obtenir à l'avenir des entreprises publiques rapportant des bénéfices, mais qui seront vendues, ne seront plus obtenus désormais. Les entreprises publiques qui fonctionnaient en présentant un tableau de pertes, pourraient peut être s'avérer bénéfiques jusqu'à une certaine mesure.

Les opérations de privatisation commenceraient de se ralentir, dans le cas où le but d'emplois viendrait se placer au premier plan lors des privatisations, parce qu'il n'est pas possible de résoudre le problème de l'emploi, en une courte période de temps. Ou bien, on exigera des garanties d'emploi et des garanties d'investissement, du secteur privé qui aurait repris les entreprises. Et ceci rend difficile la privatisation.

Si le débat porte sur l'objectif social de privatisation des entreprises, la question sera de savoir qui va acheter ces entreprises (les patrons, les ouvriers, les employés etc.). Dans ce cas l'objectif social passe au premier plan, alors que les avantages découlant de la privatisation passeront au second plan. Si l'on regarde de près le problème, dans le cas où un but est placé avant tous les autres lors d'une opération de privatisation, tous les autres se situent dans la position d'obstacles. En outre, le fait de placer les privatisations individuellement, de les installer à l'intérieur dans un grand paquet de réforme, réduit la vitesse et diminue l'efficacité de la privatisation. Par ailleurs, les références à des instruments techniques très différentes, tourne la période en une situation brouillée, en rendant difficiles l'application et le contrôle.

Il faut absolument définir, noir sur blanc, les fonds qu'on va obtenir de la privatisation. Est-ce qu'ils vont être dirigés vers de nouveaux investissements, ou bien seront-ils réservés au paiement des dettes extérieures et intérieures ? Ou encore, vont-ils causer l'augmentation des dépenses publiques ? Il est inévitable que ces alternatives et leurs similaires soient expliqués au public.

Un autre point où il faudra faire attention est celui de briser la force de monopole, d'ouvrir à la compétition de l'entreprise publique, tout en la privatisant. Dans le cas contraire, l'entreprise privatisée ne pourra pas fournir de productivité et ni de travail effectif qui sont indispensables pour l'économie du marché, en utilisant sa force de monopole. C'est encore le public qui sera en perte, de cette manière ; la compétition ne peut être atteinte et les opérations de privatisation seront effectuées inutilement.

Le fait de réaliser les opérations de privatisation dirigées uniquement vers le marché intérieur, résultera le transfert des ressources d'épargne depuis le secteur privé vers le secteur public et ne produira pas un effet quelconque pour une augmentation globale des épargnes.

De plus, peut-être le potentiel d'investissement et de développement diminuera-t-il pour un certain temps. Cette situation ne doit pas être tenue loin des yeux ; il faut trouver une formule pour réduire son effet au minimum.

La critique la plus importante fut celle d'un ancien Premier ministre anglais, Harold Mac Millan, qui avait quatre-vingt dix ans, dans le domaine de la privatisation.

“ La privatisation ressemble à la vente des objets en argent d'une maison, de la part de la famille qui vit là. L'argenterie se vend, les dettes du foyer et les autres besoins sont ainsi liquidés ; mais les objets en argent, ils sont partis pour de bon. Peut-être qu'un beau jour, le tour viendra pour le mobilier de la maison. Mais plus tard ? ”.

En d'autres termes, en vendant les entreprises qu'ils détiennent, les gouvernements profiteront d'une augmentation en monnaie liquide vis-à-vis des dépenses d'ordre public. Comment cette habitude de dépenser sera-t-elle saturer dans les années à venir ? Qu'est-ce qu'on pourra faire s'il n'existe plus rien à titre d'entreprises ?

2- La réduction des dépenses publiques

Le FMI exige l'augmentation des revenus publics comme la réduction des dépenses de ce genre, parce que dans plusieurs pays, les dépenses publiques se font surtout sous l'ombre des idées populistes. Le résultat des chercheurs tels que J. Buchanan et A. Wagner montrent que les gouvernements se décident en général, aisément pour les politiques augmentant les dépenses, et difficilement, pour l'augmentation des impôts. Par exemple, d'après la loi intitulée Loi de Wagner, une fois que les dépenses publiques ont été augmentées, cette augmentation continue en chaîne et ne peut plus être arrêtée.¹³

¹³ Ş. Aksoy, Kamu Maliyesi Kamu Harcamaları-Kamu Gelirleri-Bütçe-Maliye Politikası, Filiz Kitabevi İkinci Baskı, İstanbul, 1994, pp. 114-115.

L'augmentation des dépenses est sympathique au public et aux électeurs, et par conséquent la réduction en matière de dépenses et l'augmentation des impôts ne peuvent être réalisées même pendant les périodes de l'inflation.

Les ressources des dépenses publiques sont les impôts, l'émission des billets de banque, ou encore, les emprunts (intérieurs et extérieurs). Toutefois et en général, tout au début les dépenses publiques exagérées sont compensées par l'émission de nouveaux billets de banque. Ceci fait gonfler la demande de la monnaie liquide dans l'économie, et il en résulte des périodes d'inflation. Celle-ci hausse le prix des produits d'exportation en la monnaie du pays, mais réduit le prix des produits à l'importation. Ainsi la dévaluation de la monnaie nationale devient-elle inévitable, nécessitant la protection de la compétitivité du pays à l'étranger.

C'est pourquoi le FMI, tout en cherchant à faire augmenter les revenus publics, suggère en même temps la réduction de leurs dépenses. Lorsqu'on parle de la réduction des dépenses publiques, la réduction de la bureaucratie y est aussi incluse à plusieurs reprises, parce que plusieurs pays en voie de développement, comme la Bolivie, le Chili, l'Argentine, le Venezuela, le Brésil et la Turquie, ont dû gonfler la bureaucratie par un rapprochement populiste à cause du haut taux de chômage, et ont commencé à employer, sans qu'il soit toutefois nécessaire, de personnel public.

3- La Dévaluation

Le taux de change, est le prix transformé en la monnaie du pays, des monnaies étrangères (devises). La dévaluation représente la hausse du taux de change, d'une parité à l'autre. En d'autres termes, le but de la dévaluation est de réduire la valeur de la propre monnaie du pays (dépréciation). Comme résultat, la valeur de la monnaie locale se trouve baissée par rapport à celle des monnaies étrangères. La dévaluation vient en tête de liste des politiques suggérées de la part du FMI, aux pays qui désireraient compenser leur déficit figurant dans la balance des paiements.

Quant à la réévaluation, elle représente la réduction (la perte) du taux de change en passant d'une parité à l'autre. Quand on hausse la valeur de la monnaie du pays par rapport aux monnaies étrangères (appréciation) il s'agit de faire disparaître le surplus figurant dans la balance des paiements à l'intention de l'étranger. Elle a été suggérée, de temps en temps, aux pays développés (l'Allemagne, le Japon) qui exhibaient un surplus dans leur balance des paiements.

La dévaluation et la réévaluation diffèrent du système des changes flottants. Dans ce dernier système, les taux de change sont réglés quotidiennement (en effectuant des minis dévaluations et de minis réévaluations) et sont ainsi laissés ondoyer. Alors que les gouvernements changent officiellement, les taux de change restent invariables pour un certain temps. Ceux-ci sont pratiqués davantage de par le monde, depuis les années 80.

Les pays prennent des décisions sur certains points en demandant le conseil auprès de FMI, avant de décider pour une dévaluation ou une réévaluation.

La première de ces décisions, est de savoir s'il est nécessaire ou non, de corriger le déficit figurant dans la balance des paiements, par voie d'un arrangement du taux de change. La seconde est de décider de la date de l'arrangement. En troisième lieu, il s'agit de décider quel serait le taux de cet arrangement (taux de la dévaluation ou de la réévaluation).

Une fois que les réponses respectives à ces questions ont été prises en commun avec le FMI, la décision d'une dévaluation ou d'une réévaluation est prise dans un grand secret. Les représentants du gouvernement déclarent qu'il n'y aurait pas de dévaluation ou de réévaluation, jusqu'au moment où cette décision est annoncée. La raison en est d'éviter ceux qui tenteraient de faire de la spéculation en matière de devises, parce que, les spéculateurs en question fuient depuis la monnaie qui vient de perdre de sa valeur, pour ruer vers la monnaie dont la valeur augmente. C'est pour cela qu'il faut rendre justice au porte-parole du gouvernement pour son attitude en secret.

La suggestion politique du FMI fut pour la plupart, la dévaluation. Les propositions de réévaluation furent transmises en Allemagne et au Japon, en général, sous la forme de décision de suggestion, lors des réunions tenues par les pays industriels développés; et le FMI supporta cette décision. (Par ex. Réunion, en 1971, la Convention Smithsonian – Smithsonian Institute, EUA).

4- La Politique Monétaire Drastique et Taux d'Intérêts Elevés

Le but de la politique monétaire dans les programmes FMI est de contrôler l'inflation par la réduction de la demande globale. Les programmes FMI ont pour but, en particulier, de diminuer le volume global de crédit. C'est une des politiques de base que d'élever le taux d'intérêt du marché dans les programmes FMI, afin de réduire la demande globale et les crédits.

En général, la politique des intérêts à taux élevés se donne quatre buts de base :

Le premier est d'aider à réduire la pression inflationniste en réduisant les dépenses et la demande globale dans le pays.

Le second est d'attirer vers les banques les économies détenues par les ménages, en encourageant l'épargne et arriver ainsi à faire augmenter les dépôts d'épargne.

Le troisième consiste, comme le résultat des intérêts à taux élevés, à faire passer les investissements vers des domaines les plus rentables.

Le quatrième est d'éviter, par voie de taux d'intérêts élevés, la fuite du capital vers l'étranger.

Ces buts figuraient depuis la seconde moitié des années 1970, dans l'idée d'une politique monétaire drastique, répandue à travers le monde. D'après l'idée d'une politique monétaire drastique, ceux qui occupent la position de créancier lors des périodes d'inflation tiennent les fonds loin du marché d'emprunts tant que

les taux d'intérêts débiteurs ne sont pas élevés, et effectuent leur investissement sur des actifs réels (terrain, bâtiment, or, etc.). En conséquence, le taux d'intérêt commence à augmenter à cause du bas niveau de l'offre de fonds pouvant être prêtés, et d'une forte demande sur le marché.

"Le taux d'intérêt du marché" ou le taux d'intérêt nominal" se compose de deux parties. : le taux d'intérêt réel et le taux d'inflation. Par exemple, si le taux d'inflation est de 30 pour cent, et le taux nominal (le marché) de 40 pour cent, celui de l'intérêt réel sera aux environs de 10 pour cent.

Dans les programmes FMI, on accentue sur la nécessité d'une situation positive des taux d'intérêt réel. En d'autres termes, le taux d'intérêt nominal doit être au-dessus du taux d'intérêt de l'inflation. Dans le cas contraire, si le taux d'intérêt nominal est inférieur à celui du taux d'inflation (situation du taux d'intérêt réel négatif), les taux élevés d'intérêts ne peuvent atteindre les buts cités plus haut.

5- La liberté sur le plan international du commerce et des mouvements des capitaux :

Le FMI désire que les pays se dirigent vers le commerce international libre. Pour cette raison, il demande que les impôts douaniers et similaires, empêchant le libre commerce des pays, soient abrogés ; que les mesures d'encouragement directes et indirectes accordées aux exportations soient supprimées. Le but du FMI dans ce cas, est de veiller à l'augmentation de la productivité en mettant les producteurs indigènes dans le couloir de la compétition étrangère.

Le FMI fait aussi la défense de la libération du capital. En effet, cette situation est le prolongement de l'économie du libre marché et du commerce international libre.¹⁴ Toutefois, l'état mouvementé du capital international libre résulte à l'entrée

¹⁴ B. Einhengreen et M. Mussa, Capital Account Liberalization and the IMF, Finance and Development, Décembre 1998, V.35, Numéro 4, pp.16-20. A. Lopez – Mejia, Large Capital Flows: Causes Consequences and Policy Responses, Finance and Development, Septembre 1999, V.36, Numéro 3, pp.28-32. G. Hausler, The Globalization of Finance, Finance and Development, Mars

aux pays, du capital à court terme (la monnaie chaude). Les mouvements de ce genre de fonds s'enfuient à la moindre crise politique ou économique dans les pays et déclenchent plusieurs crises consécutives. (Telles que les crises en Asie du Sud-est, la Russie, l'Argentine et la Turquie en 1994 et en 2001).

6- Le contrôle des salaires

Les programmes FMI suggèrent de tenir les salaires sous contrôle, en apportant certaines limitations aux systèmes de définition des salaires dans les pays.

Le fait de veiller, dans les programmes FMI à ne pas trop élever les salaires (même, des fois, en appliquant une baisse réelle dans ce domaine) en les contrôlant, se donne trois buts :

Le premier c'est de réduire le coût de la main d'œuvre en tenant bas le niveau des salaires, et de veiller ainsi à ce que les produits et les services créés dans le pays soient plus compétitifs sur le marché international.

Le deuxième consiste à réduire les salaires globaux que les gouvernements auront à allouer aux ouvriers publics.

Le troisième c'est de diminuer la pression inflationniste en tenant sous pression, la demande globale.

7- L'autonomie des banques centrales

Le FMI fait défendre l'idée de l'autonomie des banques centrales pour que les gouvernements n'influencent et ne lâchent pas la politique monétaire drastique visant la réduction de l'inflation, et le cite (en général) dans ses programmes.

La raison d'une préférence de l'autonomie de la banque centrale, est l'opinion qui dit que les gens technocrates, non politiciens appliqueraient mieux la politique monétaire nécessitée par l'économie, et qu'ils se conformeraient au but d'une stabilité des prix. Une certaine flexibilité serait donc reconnue aux banques centrales.

Parce que, comme certains économistes le suggèrent (M. Friedman, A. J. Schwartz, E. S. Phelps), si la hausse de l'offre monétaire était liée à un taux fixe (par ex. autant que le taux de développement économique), l'économie ne pourrait pas se conformer à certains chocs d'offre, ou aux glissements soudains parvenus dans la domaine de la demande de monnaie. Toutefois, même si les banques centrales étaient autonomes, elles annoncent un programme monétaire pour définir leur cible en monnaie, afin de se faire transparentes, ou bien lient la monnaie à une autre monnaie étrangère et stable, ou encore à un panier de monnaies. Des fois elles font débiter l'application des conseils monétaires (*currency board*). L'émission des billets de banque est liée parfois aux réserves en devises, lors de l'application du conseil monétaire.

La banque centrale la plus autonome du monde était la Banque centrale de l'Allemagne (*Bundesbank*) avec la Banque Centrale de la Suisse. La banque Centrale de l'Allemagne ne donnait pas son soutien à une politique gouvernementale qui aurait baissé la valeur du Mark à l'intérieur du pays et à l'étranger ; elle prenait en toute liberté, les mesures jugées nécessaires afin de préserver la stabilité du Mark. De nos jours, le siège de la banque centrale européenne se situe à l'intérieur des frontières allemandes.

La Banque Centrale de la Suisse est toujours liée au gouvernement auquel elle donne conseil dans le domaine de la politique en économie monétaire; mais c'est elle qui prend la décision définitive. Elle n'a pas l'obligation de prendre en considération les propositions du gouvernement.

Les banques centrales qui jouissent d'une autonomie de deuxième degré sont celle du Japon et celle des EUA (*The US Federal Reserve Bank-FED*). Ces deux

banques centrales sont suffisamment autonomes, mais sont dans une collaboration beaucoup plus large avec leur gouvernement.

Les banques centrales de l'Angleterre (*The Bank of England*) et de la France font parties du troisième groupe du point de vue de l'autonomie. Celles-ci servent de conseil à leur gouvernement respectif et effectuent l'application des décisions qu'ils prennent. Les décisions importantes au sujet de la politique monétaire sont prises par le gouvernement.

Chez les banques centrales des autres pays et de ceux qui sont en voie de développement il y a moins d'autonomie. Elles agissent comme une partie du Trésor. Les présidents des banques centrales sont désignés ou destitués de leurs fonctions, de la part les gouvernements.

Les recherches et les constatations effectuées dans ce domaine ont montré qu'il existait un lien très large entre l'autonomie des banques centrales et la stabilité des prix. Toutefois, il faudra faire ressortir que l'autonomie de la banque centrale seule ne fait pas un effet quelconque pour arrêter l'inflation, mais sert de support très valable lors du contrôle de l'inflation.

III. LES CRITIQUES ADRESSEES AUX PROGRAMMES DU FMI

A- Les Critiques Générales Dirigées contre les Programmes du FMI

Les plus importantes de ces critiques adressées au FMI sont:

- i) Les programmes de FMI résultent de l'étrécissement des économies ;
- ii) Ils causent une augmentation des inégalités dans la distribution des revenus ;
- iii) Les crédits accordés sont insuffisants et l'effet des éléments politiques trop dominant;
- iv) La libéralisation internationale des capitaux (en particulier, les mouvements de la monnaie chaude) produit des effets indésirables ;
- v) Les pays forts prennent à eux seuls des décisions indépendantes sans tenir compte du FMI¹⁵.

1. Les Programmes de FMI résultent de l'étrécissement des économies

Les programmes FMI ne peuvent pas être effectifs dans les pays où existe une inflation à taux élevé. La cause est la suggestion du FMI en matière de l'économie déflationniste afin de dissiper la pression l'inflationniste. Ceci produit le rétrécissement de l'économie.

Bien qu'on parle des moyens de la politique financière (politiques des dépenses publiques et de l'imposition) dans les programmes FMI, le poids en général, pèse sur la politique monétaire. Comme la plupart des pays ont vécu des inflations à haut taux, le FMI a proposé de politiques monétaires drastiques. Il a laissé au second plan, les mesures de politique financière.

Par suite de la politique monétaire et financière drastique, la demande indigène fut restreinte et comme les salaires et les prix n'étaient pas flexibles, la

¹⁵ P. Blustein, *The Chastening, Inside the Crises that Rocked the Global Financial System and Humbled the IMF*, New York, 2001, pp. 75-150. Kevin Donahar (Ed.), *50 Years is Enough, The Case Against the World Bank and International Monetary Fund*, Boston, 1994, pp.83-115. J. M. Boughton et K. S. Lateef (Ed.), *Fifty Years After Bretton Woods, The Future of the IMF and the*

production a dû baisser, le chômage augmenta et les économies entrèrent en période de latence.

Des limitations sont prévues aussi dans les programmes FMI afin de réduire la demande globale. Par ailleurs, le gouvernement se dirige vers la dette intérieure pour pouvoir compenser son propre déficit des investissements. La diminution des crédits et les endettements publics indigènes créant un effet d'extériorité (*crowding out*), réduit ainsi les ressources financières du secteur privé. Dès lors, la réduction en matière d'économie se résulte par un rétrécissement beaucoup plus grand.

L'économie de l'Argentine occupe le premier rang sur la liste des économies intéressant le FMI. L'Argentine est tombée dans les années 1980 dans le gouffre d'une hyper inflation.

Le taux de l'inflation qui était de 90% en 1980, a atteint 700% en 1984. Différentes mesures furent prises dans l'économie argentine en cette période, essayant de brider l'inflation¹⁶.

Les mesures principales furent les suivantes :

- i) Indexer les salaires sur l'inflation, engendrant une importante augmentation des salaires, en nominal.
- ii) Effectuer des dévaluations à des taux importants,
- iii) Mener une réforme financière incluant l'application des taux négatifs d'intérêts, et réduire ainsi les dettes des établissements.

World Bank, Washington, 1995, pp.1-19 et 35-63. S. Sönmez, *Dünya Ekonomisinde Dönüşüm*, Ankara, 1998, pp.328-370.

¹⁶ İ. Parasız, *Enflasyon-Kriz-Ayarlamak*, Dünya'da ve Türkiye'de Kalkınma Makro Ekonomisi Sorunları, Bursa, Ezgi Kitabevi, 2001, pp. 257-266 et 293-296. M. Blejer et A. Cheasty, *Some Lessons from Heterodox Stabilization Programs, The Experience of Argentina, Brasil and Israel*, Finance and Development, Septembre 1988, V.25, Numéro 3, pp. 16-20. P. Pou, *Argentina's Structural Reforms of the 1990*, Finance and Development, Mars 2000, V.37, Numéro 1, pp. 13-16.

Ces mesures, augmentant tôt ou tard, la demande nominale globale, furent la cause de grands sauts du taux de l'inflation.

Malgré tous ces efforts appuyés par le FMI, l'économie de l'Argentine n'a pu arriver à un niveau régulier au sens propre du mot. Le peso commença à perdre de sa valeur par rapport au dollar, en l'an 2001. Le taux de change d'un dollar fut établi à quatre pesos par suite d'une dévaluation exécutée, en Janvier 2002. C'est toujours pendant ces mêmes années qu'il y a eu de grandes chutes au niveau du produit national brut. La raison de cet insuccès de l'économie argentine était l'importance de la dette publique, et le fait que le (PNB) ne pouvait pas créer un surplus fiscal primaire de 4-5 pour cent environ (*primary fiscal surplus*), nécessaire pour pouvoir liquider cette dette. Par ailleurs, le système bancaire qui fut l'instigateur de grandes difficultés, n'a pas pu être réformé non plus. Conséquence des difficultés économiques des années 2001 et 2002, des agitations populaires commencèrent, visant les politiciens et les banquiers. Certains politiciens furent la cible d'attaques, et les vitres de plusieurs banques furent brisées.

Par suite de l'application des décisions du Comité Monétaire, le peso, unité monétaire de l'Argentine, fut dévalué. Comme celles des entreprises, les dettes et les contrats de la population étaient établis en dollars ; il y eut un grand chaos dans la vie économique.

Les opérations en devises furent soumises à l'autorisation de la Banque Centrale de l'Argentine. Les importations devinrent pratiquement impossibles. Les hôpitaux manquaient de médicaments.

Le revenu national brut par tête tomba depuis environ 7 mille dollars, au niveau de 3 500.

D'après les responsables du gouvernement, le développement économique serait réalisé en l'an 2002, avec 4.9 pour cent en négatif. Mais les spécialistes soutenaient qu'il s'agissait là, d'une prévision plutôt optimiste ; que le recul en matière d'économie dépasserait le double de ce que l'on prévoyait.

Le taux de chômage en Argentine vient de dépasser à ce moment, le cap de 25 %.

Il existe encore quelques problèmes à résoudre dans l'économie de l'Argentine.

Quant à la Turquie une réforme économique fut entamée pour pouvoir supprimer la mauvaise situation économique du pays par voie des Décisions du 24 Janvier 1980. Ainsi, projeta-t-on de convertir l'économie du pays en l'ouvrant sur l'économie internationale, partant du modèle importé de l'économie de substitution¹⁷.

Le but principal des décisions du 24 Janvier fut de mettre en place une économie de libre marché basée sur la concurrence et ouverte à l'étranger. C'est dans ce but qu'on décida de mettre fin à toutes les interventions publiques dirigées vers les marchés de biens, de service et de production.

La réduction des dépenses publiques, l'application d'une politique monétaire drastique prévues aux fins de réduction du taux d'inflation ne purent être réalisées au sens propre du mot, à l'exception de quelques périodes intermédiaires à court terme. Quand les revenus de perception d'impôts ne purent être élevés au niveau voulu, l'endettement public augmenta dans une importante proportion. La suppression des subventions, la privatisation et la réduction de la bureaucratie ne furent pas un succès. Le poids du secteur public dans l'économie, ne diminua guère, mais augmenta bien au contraire.

Dans les années 1994 et 2001, la population subit des crises importantes qui eurent des conséquences désastreuses ; malgré les relations closes avec FMI : le

¹⁷ I. Parasız, Türkiye Ekonomisi 1923'den Günümüze İktisat ve İstikrar Politikaları, Bursa 1998, pp. 185-465. S. Sönmez, Dünya Ekonomisinde Dönüşüm, Ankara, 1998, pp. 459-511. G. Kopits, Turkey's Adjustment Experience 1980-1985, Finance and Development, Septembre 1987, V.24, Numéro 3, pp. 8-12.

chômage et l'étrécissement de l'économie furent les deux résultats les plus catastrophiques.

Après avoir connu la crise la plus grave de son histoire récente en 2000-01, l'économie turque s'est redressée et est aujourd'hui l'une de celles qui connaissent la croissance la plus rapide dans la zone de l'OCDE. Dans le même temps, le taux d'inflation a fortement reculé et pourrait revenir à un taux annuel à un seul chiffre en 2005, pour la première fois en trente ans. Un nouveau cadre institutionnel pour les politiques monétaire et budgétaire ainsi que pour les marchés des produits, du travail et des capitaux, les secteurs d'infrastructure et les aides agricoles, a ouvert une brèche qui devrait donner au pays la possibilité d'échapper à la succession de phases d'accélération et de freinage du passé et de s'engager durablement sur la voie d'une croissance plus rapide et d'une augmentation de l'emploi. Il faut cependant, pour tirer parti de cette opportunité, mettre intégralement en œuvre le nouveau cadre d'action et faire progresser encore le processus de réforme. Jusqu'ici, la convergence avec l'acquis communautaire et la coopération étroite avec le FMI et la Banque mondiale ont donné une impulsion cruciale à la politique économique. La récente recommandation de la Commission européenne d'entamer les négociations en vue de l'adhésion à l'UE laisse augurer un renforcement des points d'ancrage internationaux et pourrait appuyer le passage de la Turquie à une trajectoire de croissance plus dynamique. Après avoir chuté de 7½ pour cent en 2001, le PIB s'est redressé d'environ 8 pour cent en 2002 et 6 pour cent en 2003 et il devrait progresser de plus de 8 pour cent en 2004, soit plus que les objectifs du gouvernement. Tiré par une vive hausse de la productivité et par le dynamisme de la consommation, de l'investissement et des exportations du secteur privé, il n'a pas été entravé par les réductions de la consommation et de l'investissement du secteur public. Les politiques macroéconomiques rigoureuses, fondées sur un excédent primaire élevé et de strictes conditions monétaires qui ont permis une forte décrue de l'inflation, ont sensiblement amélioré la confiance et se sont révélées expansionnistes. Néanmoins, les importations augmentent plus vite que les exportations et le déficit de la balance des opérations courantes pourrait dépasser 4 pour cent du PIB en 2004 ; à supposer que les entrées d'investissement direct restent faibles, le déficit sera presque intégralement

financé par un accroissement de la dette extérieure, dont la viabilité pourrait de ce fait être menacée. Étant donné le dynamisme de l'économie et le risque d'un nouveau creusement du déficit de la balance des opérations courantes, le gouvernement devrait résister à la tentation de relâcher la politique budgétaire et affecter à la réduction de la dette les recettes supplémentaires découlant de l'accélération de la croissance.

Jusqu'à présent, la croissance de l'activité n'a guère entraîné d'amélioration sur le marché du travail dans son ensemble, car les pertes d'emplois dues aux restructurations en cours n'ont été que très partiellement compensées par des créations de postes dans les nouvelles activités. L'emploi reste donc morose en dépit de sa très récente amélioration. Le taux de chômage, à plus de 9 pour cent à la mi-2004, dépassait de 3 points son niveau de 2000 et a atteint près de 13 pour cent dans les zones urbaines et 17 pour cent chez les jeunes. Qui plus est, le taux d'activité a baissé, du fait du découragement de bon nombre de demandeurs d'emploi. La croissance de l'emploi devrait s'accélérer quelque peu avec la poursuite de la reprise, mais l'ampleur du chômage structurel et la faiblesse du taux d'activité resteront des problèmes essentiels. De fait, il est urgent d'améliorer les conditions du marché du travail dans la mesure où un chômage systématiquement élevé pourrait affaiblir le soutien de l'opinion et des milieux politiques aux réformes.

Seule une croissance vigoureuse et durable associée à des réformes structurelles peut aider à donner un emploi à la population d'âge actif dont le nombre ne cesse d'augmenter. De fait, la Turquie dispose d'un énorme potentiel de rattrapage et de créations d'emplois. A 46 pour cent de la population d'âge actif, le taux d'emploi reste le plus faible de la zone de l'OCDE, et la productivité du travail se situe actuellement aux environs de 35 pour cent de la moyenne de la zone. Sur la base de l'hypothèse favorable d'une convergence progressive avec les taux de productivité et d'utilisation de la main-d'œuvre des pays d'Europe centrale et méridionale, on estime que l'économie turque pourrait progresser à un taux tendanciel de plus de 7 pour cent par an. Dans le passé, la Turquie n'a pu

exploiter ce potentiel de rattrapage parce qu'elle était prise dans un cercle vicieux caractérisé par trois pièges¹⁸ :

i) Le manque de confiance dans la stabilité politique et macroéconomique conjugué à l'ampleur des déficits et de la dette du secteur public s'est traduit par des taux d'intérêt réels très élevés, des phases de dépréciation de la monnaie et des poussées d'inflation (piège de la confiance).

ii) Les lacunes des services et des institutions publics de base et les déséquilibres affectant l'emploi, les salaires, les ressources et les tâches ont sapé la qualité des services et l'efficacité d'exécution dans le secteur public (piège de la gouvernance).

iii) Ce contexte défavorable a incité les entreprises privées à transférer davantage d'activités dans le secteur informel alors même que, la base d'imposition se réduisant, une charge croissante était imposée aux entreprises qui demeuraient dans le secteur formel (piège de l'informalité).

En s'attaquant à ces problèmes, la Turquie serait à même d'entrer dans un cercle vertueux de confiance renforcée, de gouvernance renforcée et de formalisation accrue, qui pourrait étayer une longue période de croissance vigoureuse. Le programme de réformes adopté à la suite de la crise de 2000-01, fondé sur le programme national de convergence pour l'adoption de l'acquis communautaire et sur l'Accord de confirmation avec le FMI, puis renforcé par le Plan d'action d'urgence du gouvernement actuel, s'est effectivement attaqué à ces problèmes. Ce programme prévoit des mesures de stabilisation macroéconomique et des réformes institutionnelles ambitieuses et a été approuvé par deux gouvernements successifs. Les nouvelles mesures sont considérées comme le préalable nécessaire à l'ouverture possible de négociations d'adhésion avec l'UE, et elles bénéficient d'un remarquable soutien dans l'opinion. Les efforts entrepris pour remanier le cadre de la politique macroéconomique, renforcer les institutions et services publics essentiels, et mettre intégralement en place un environnement

¹⁸ Etude économique de la Turquie 2004, OCDE.

ouvert et favorable aux entreprises reviennent à construire un nouveau « régime » pour la croissance économique. Ils sont en mesure de renforcer durablement la confiance des investisseurs intérieurs et internationaux, d'améliorer la gouvernance publique et d'aider le secteur des entreprises à développer ses investissements et sa productivité. C'est en mettant en œuvre avec succès et en poussant plus avant cet ambitieux programme de réforme que la Turquie sera à même de s'engager sur la trajectoire d'une croissance plus soutenue, plus durable, et plus riche en emplois. La stabilité politique conforte ce processus. Si les réformes microéconomiques et macroéconomiques se traduisent par une croissance plus vigoureuse, des ressources supplémentaires seront disponibles pour réaliser les objectifs sociaux et environnementaux. Si l'opinion publique sent que les dimensions sociale et environnementale du développement durable ne sont pas négligées mais font partie intégrante du calendrier de réforme, le soutien aux initiatives de stimulation de la croissance se renforcera.

La mise en place du nouveau cadre macroéconomique a été déterminante pour raffermir la confiance. La réforme dans ce sens a été engagée à la suite de la crise de 2000-01 et a impliqué des changements fondamentaux dans la formulation de la politique monétaire comme de la politique budgétaire. Sur le plan monétaire, la Banque centrale est devenue indépendante du gouvernement en avril 2001 ; elle a pour objectif explicite la stabilité des prix et n'est plus autorisée à accorder des prêts au Trésor. Bien que les taux d'intérêt et de change continuent d'être fortement influencés par la politique budgétaire du fait de l'ampleur des besoins d'emprunts du secteur public, la Banque centrale est parvenue à asseoir progressivement sa crédibilité et pèse de plus en plus sur les anticipations de l'inflation et des taux d'intérêt. Le processus de désinflation a été spectaculaire, le taux d'inflation passant de 54 pour cent en 2001 à 25 pour cent en 2003 et 12 pour cent au premier semestre de 2004. Selon les estimations du Secrétariat, il poursuivra sa décrue pour s'établir à 8 ou 9 pour cent en 2005. Pour la première fois depuis trente ans, la Turquie enregistrerait alors un taux annuel d'inflation à un seul chiffre. Il faut cependant pour cela que les politiques budgétaire et monétaire ne dévient pas et que rien ne vienne perturber le taux de change.

L'évolution de ce dernier est indissociable de la politique budgétaire ; compte tenu de l'ampleur de la dette publique, toute perte de confiance ferait monter les taux d'intérêt et alourdirait par là même la charge du service de la dette de l'État en même temps qu'elle ferait naître des doutes sur la viabilité des finances publiques, entraînant par là même une dépréciation de la livre turque et une hausse des prix des importations. La Banque centrale aurait dans ces conditions des difficultés à maîtriser l'inflation. Néanmoins, compte tenu des progrès persistants de l'assainissement budgétaire et de la désinflation, la confiance des marchés financiers devrait continuer de se renforcer de sorte que les autorités monétaires pourraient être en mesure de réduire encore progressivement les taux d'intérêt pour améliorer les conditions d'investissement. Qui plus est, grâce aux bons résultats obtenus concernant la réalisation des objectifs d'inflation en fin d'année, les autorités monétaires devraient finir par passer du système actuel de ciblage implicite de l'inflation à un ciblage formel, ce qui améliorerait la transparence et la visibilité et renforcerait par là même leur détermination à assurer la stabilité des prix. Parallèlement, la Banque centrale devrait continuer de lisser les déséquilibres momentanés de l'offre et de la demande de devises afin d'éviter de brusques fluctuations du taux de change avec leurs répercussions potentiellement négatives sur l'économie. Sur le plan budgétaire, l'accord passé au lendemain de la crise entre le gouvernement et le FMI, qui prévoit un ambitieux objectif de 6.5 pour cent du PNB pour l'excédent primaire, a marqué une rupture avec le passé et le fait que cet objectif ait été pratiquement atteint a contribué de manière déterminante à la stabilisation macroéconomique. Les finances publiques sont désormais plus rigoureusement gérées, la plupart des fonds extra-budgétaires ayant été supprimés tandis que les activités quasi-budgétaires sont beaucoup plus difficiles à entreprendre sans les crédits correspondants. Néanmoins, les besoins d'emprunt et les paiements d'intérêts du Trésor restent très élevés. Il est donc indispensable de poursuivre l'effort rigoureux d'assainissement des finances publiques et de continuer à dégager d'importants excédents primaires pour faire reconnaître la nouvelle prudence dont témoigne le gouvernement en matière budgétaire et pour réduire encore les primes de risque et les taux d'intérêt en longue période. Dans ce contexte, le nouveau système de comptabilité des administrations publiques devrait être intégralement et rapidement mis en œuvre et incorporé aux comptes nationaux.

2- L'Augmentation des Inégalités dans la Distribution des Revenus

Lorsqu'on étudie de près les effets des programmes du FMI sur la distribution des revenus, on constate que la distribution à travers ces programmes sert à certains groupes possesseurs de rentes, alors que pour d'autres groupes cette répartition n'apporta que le malheur.¹⁹ Les salaires en particulier, sont conçus dans les programmes comme un élément de coût dans la production et en conséquence, le contrôle des salaires se traduit par le dérangement de la distribution des revenus, en défaveur des salaires. D'ailleurs les spécialistes du FMI ont porté cette situation à l'ordre du jour. Par exemple, deux de ces spécialistes, Michael Mussa et Dawson se prononcent ainsi dans ce domaine :

"Le FMI n'est pas excellent. Nous sommes parfaitement au courant de ce que les programmes de la régulation économique auraient de mauvais effets sur les indices sociaux en matière de pauvreté, de formation, de santé. Nous essayons de ne pas frayer une voie à la réduction dans les dépenses sociales importantes et vitales. Toutefois, nous ne sommes pas des ingénieurs sociaux."

"Ce qui est l'idéal, c'est de développer pour les pays, eux-mêmes leur propre programme et de voir ensuite comment le FMI viendrait donner le support à ces programmes."

Le Coefficient de Gini est un des indicateurs les plus fréquemment utilisés pour mesurer les inégalités sociales. Lorsqu'il est égal à 0, la distribution des revenus est parfaitement égalitaire ; quand une donnée s'approche du chiffre 1, la distribution est plus inégalitaire et concentrée. La Suisse, le Japon et la Finlande ont un Coefficient de Gini de 0,25. La Namibie a un coefficient de 0,70.

La pauvreté extrême résulte de l'injustice extrême. Il ne faut pas se surprendre si, pendant la décennie 90 et les trois qui l'ont précédée, on a observé, dans

¹⁹ R. M. Bird, Public Finance and Inequality, Finance and Development, Mars 1974, V. 11, Numéro 3, pp. 38-42. S. P. Leite, Human Rights and the IMF, Finance and Development, Decembre 2001, V.38, Numéro 4, pp. 44-48

presque tous les pays latino-américains, une augmentation de l'écart entre les pauvres et les riches. Le cas du Brésil est un paradigme. En 1960, le Brésil détenait un Coefficient de Gini de 0,497 ; en 1970, il était passé à 0,565 et depuis, il a toujours oscillé entre 0,60 et 0,642. Entre d'autres mots, les inégalités au Brésil sont un peu moindres que celles rencontrées dans des pays comme le Botswana, la Sierra Leone et la Namibie (IBGE, 2003 ; Carta Capital, 2003). Au Chili, le pays des miracles économiques, les inégalités sociales sont parmi les plus grandes en Amérique latine. À la fin des années 90, son Coefficient de Gini était de 0,557 supérieur à celui du Mexique, de l'Équateur et du Paraguay. Quant à l'Argentine, malgré le support du FMI, le coefficient de Gini est devenu approximativement 1²⁰.

Afin de survivre, 70 % des foyers latino-américains dépendent de revenus générés par l'emploi. Néanmoins, moins de la moitié des travailleurs sont protégés contre la perte de leur emploi. Cette proportion s'aggrave dans le cas où le taux de chômage augmente : les travailleurs perdent alors les protections légales qu'ils avaient réussi à obtenir au cours des années 90. Ceux qui n'ont pas d'emploi sont pauvres. Ceux qui ont un emploi sont aussi pauvres. Un Latino-Américain sur deux qui a un emploi reçoit un salaire qui n'atteint même pas le seuil de la pauvreté. Très souvent, on affirme que cela serait dû au fait que l'Amérique latine a une économie informelle très importante et très précaire. Néanmoins, la question semble plus complexe. Le secteur formel, tout comme l'informel, est très inégalitaire et génère, en de multiples occasions, de profondes injustices telles que l'absence de sécurité d'emploi, la disparité salariale entre travailleurs qualifiés et non qualifiés ainsi que la discrimination sexuelle, ethnique et raciale.

Les marchés du travail de l'Amérique latine révèlent de sérieux problèmes. Le chômage a atteint un niveau plus élevé et malgré le fait que les salaires se soient améliorés dans quelques pays, le processus a été très lent. Les revenus de plusieurs travailleurs sont beaucoup trop bas pour leur permettre de sortir de la pauvreté et les inégalités salariales – qui se situent parmi les plus grandes au monde – ne s'améliorent pas. Au contraire, les salaires des travailleurs non qualifiés ont diminué par rapport à ceux des travailleurs qualifiés.

²⁰ M. Förster and M. M. Mira d'Ercole, Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990s, (OECD Social, Employment and Migration Working Paper No.22)

Les politiques du FMI ne furent pas profitables au pays en voie de développement. Cyrus Rustomjee, ancien Administrateur du FMI qui représentait environ la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, est aujourd'hui Directeur général du Centre de formation économique pour l'Afrique, dont le siège est à Durban, en Afrique du Sud.

C'est ainsi qu'a commencé en décembre 1999 l'extraordinaire aventure du FMI dans l'univers de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté dans les pays à faible revenu, un univers où retentissent de nobles objectifs et où foisonnent d'obscurs acronymes. Des trois grandes décisions que le Conseil d'administration a prises l'une après l'autre, celles de lancer la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), d'engager le processus des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et d'établir les conditions rattachant l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) à ces deux instruments.

Cinq ans plus tard, le bilan affiche quelques réussites et plusieurs échecs et blocages de taille, notamment en Afrique subsaharienne. À l'heure du soixantième anniversaire du FMI, on peut voir dans un ensemble de facteurs importants, recensés en 1999, les principales raisons de l'échec de la FRPC dans les pays d'Afrique subsaharienne ²¹:

- i) le niveau tout à fait insuffisant de leur pouvoir et de leur représentation au sein du FMI;
- ii) des programmes encore conçus pour donner une place prédominante aux objectifs traditionnels de stabilisation du FMI;
- iii) plusieurs questions spécifiques qui sont restées sans réponse depuis le lancement de la FRPC, des DSRP et de l'initiative PPTE renforcée.

Si l'on ne fait rien dans ces trois domaines, ces initiatives échoueront et la pauvreté s'aggraverait.

Selon Cyrus Rustomjee, premièrement, en ce qui concerne la FRPC, le souci primordial de la maîtrise de la demande et de la stabilisation macroéconomique à trop court terme devrait céder le pas à des programmes plus équilibrés intégrant des stratégies de croissance.

Deuxièmement, les définitions adoptées pour la soutenabilité de la dette, même dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée, doivent être revues.

Troisièmement, les modalités de représentation doivent être réaménagées de manière à donner plus de poids aux pays débiteurs dans la prise de décision.

Quatrièmement, il faut accroître sensiblement les ressources financières mondiales destinées à la mise en valeur du capital humain, au renforcement des capacités et à l'assistance technique.

3- Les Crédits Accordés sont Insuffisants et l'Effet des Éléments Politiques trop dominant

En septembre 1999, le FMI fournit des facilités de crédit de support aux pays pauvres très endettés (PPTE), afin d'offrir à ses membres à faible revenu, une facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) et une aise dans le domaine de leur dettes.

Les prêts au titre de la FRPC sont assortis d'un taux d'intérêt annuel environ de 1 % et sont remboursables sur dix ans par paiements semestriels dont le premier a lieu cinq ans et demi après le décaissement du prêt.

77 pays à revenus de bas niveau bénéficièrent jusqu'à présent de ce genre de facilités. Ces pays sont les suivants :

²¹ C. Rustomjee, Why Developing Countries Need a Stronger Voice, Finance and Development, Septembre 2004, V.41, Numéro 3, pp.21-23.

L'Afghanistan, l'Albanie, l'Angola, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh le Bénin, Le Bhoutan, la Bolivie, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, le Cameroun, le Cap Vert, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Djibouti, le Dominique, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, la Géorgie, le Ghana, le Grenade, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guyane, le Haïti, le Honduras, l'Inde, le Kenya, le Kiribati, le Lao R.D.P., le Lesotho, la Liberia, le Madagascar, le Malawi, les Maldives, le Mali, la Mauritanie, la Moldavie, le Mozambique, le Myanmar, le Népal, le Nicaragua, le Niger, la Nigeria, l'Ouganda, L'Ouzbékistan, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République Centrafricaine, la République Kirghize, le Rwanda, le Samoa, le Sao Tome et Principe, le Sénégal, le Sierra Leone, le Somali, le Sri Lanka, la Sainte Lucie, le Saint Vincent et les Grenadines, le Soudan, le Tadjikistan, le Tchad, la Tanzanie, le Timor Leste, le Togo, la Tonga, le Vanuatu, le Viêtnam, la République de Yémen, la Zambie, le Zimbabwe.²²

Ces facilités arrivèrent, en fin Mars 2001, à un total de 3,8 milliards de dollars. La partie qui intéresse le FRPC est de 1,3 milliards de dollars. Quant au support PPTTE, il est de 2,4 milliards de dollars. Les 2,3 milliards de dollars de la facilité inclus dans les 3,8 milliards de dollars de facilité sont d'origine directe depuis le FMI, le restant de 1,5 milliards de dollars s'étant constitué avec la participation des pays.

Cette facilité accordée de la part du FMI représente seulement le 2 pour cent de son quota global.

Le FMI possède aussi certaines facilités réservées aux pays ayant souffert des catastrophes naturelles et par la suite des troubles (politique et militaire). Les catastrophes naturelles sont les torrents, le séisme, l'aridité et les grands cyclones.

Les pays à qui fut accordé une aide par suite des troubles sont les suivants : la Bosnie-Herzégovine, le Rwanda, l'Albanie, la République du Congo, le Sierra

²² La Site d'Internet du FMI, La Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et La Croissance (FRPC), Fiche Technique, Avril 2004.

Leone, le Guinée-Bissau et la République Fédérale de la Yougoslavie. Une aide globale de 306,8 millions de dollars fut accordée entre Décembre 1995 et Décembre 2000.

Quant à ceux qui bénéficièrent d'une aide du FMI pour les fléaux de la nature, ils sont les suivants : l'Égypte, la Yougoslavie, l'Inde, le Nicaragua, le Tchad, la République de la Dominique, la Dominique, St. Lucia, St. Vincent et Grenadines, la République Démocratique de Yémen, la République Arabe de Yémen, la Mexique, le Madagascar, les Iles Salomon, l'Équateur, le Bangladesh, la Jamaïque, le Pakistan, le Haïti, le Honduras, le St. Kitté et Nevis, et la Turquie. Cette aide est aux environs d'un milliard 884 millions de dollars entre les années 1962-1999.

L'opinion que l'on se fait en général et que l'on discute de temps en temps, est que les crédits accordés par le FMI en particulier aux pays ayant un bas niveau de revenus, ont été alloués sous la pression des éléments politiques. On précise tout spécialement que les pays possédant un quota plutôt large auprès du FMI (par ex. les EUA) exercent leurs effets sur le FMI.

Selon Camdessus, il faudrait faire du comité ministériel consultatif du FMI (le Comité monétaire et financier international) une instance décisionnelle suprême pour montrer que le FMI jouit du soutien légitime de ses actionnaires²³.

Ce serait d'ailleurs la meilleure façon de désamorcer la crainte, souvent exprimée, d'un contrôle excessif du FMI par ses plus gros actionnaires. Dans le même ordre d'idées, on pourrait envisager de prolonger tous les deux ans le sommet du G-7/G-8 par une réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays représentés au sein du Conseil d'administration du FMI ou de la Banque mondiale, soit une trentaine. Avec la participation active à leur préparation de tous les pays représentés dans les divers groupes, ces réunions seraient véritablement représentatives de la totalité des 184 pays membres.

²³ M. Camdessus, The IMF: Facing New Challenge, An Interview with the Managing Director of the Fund, Finance and Development, June 1988, V.25, No:2.

Pendant la crise économique de la Turquie en 2001, le FMI aida d'abord la Turquie mais pas l'Argentine. Quand les EUA entrèrent en guerre contre l'Iraq, comme la Turquie ne voulut point envoyer des soldats en guerre, ni de laisser des américains sur son territoire, non seulement ils ne donnèrent point leur crédit à la Turquie mais en plus ils furent pression auprès du FMI pour que le crédit ne soit point donné.

4- La Libéralisation Internationale des Capitaux (en particulier, les mouvements de la monnaie chaude) Produit des Effets Indésirables.

Le support donné par le FMI à la libre circulation du capital, avec ensemble le libre marché et le commerce libre international a dû produire des effets pervers dans plusieurs pays. On a constaté la fuite de la monnaie chaude (*hot money*) à court terme, à la moindre instabilité politique (ou économique) qui appuierait sur la détente pour les crises économiques dans les pays tels que la Russie, l'Asie du Sud-est, la Turquie et l'Argentine, et qui rendait difficile la solution.

En effet, la profondeur et l'étendue des crises économiques dans le monde à partir des années 1970 a eu son origine dans l'instabilité des mouvements des capitaux à court terme. L'importance de la fuite du capital international à court terme est grande dans la propagation des crises économiques que la Turquie a vécues ces dernières années.

Une limitation à ces mouvements vint à l'ordre du jour du fait que les mouvements internationaux des capitaux dont la volatilité et l'instabilité sont venus augmenter avec le globalisme. La question fut l'objet des discussions sérieuses même dans les milieux du FMI et de la Banque Mondiale. Mais ces discussions restèrent improductives.

L'une de mesures limitant les mouvements internationaux de capitaux sur laquelle on insiste le plus est l'Impôt Tobin.²⁴ L'économiste qui a défendu la thèse de la nécessité de l'imposition est James Tobin, Prix Nobel en Economie. Par voie

²⁴ P. B. Spahn, The Tobin Tax and Exchange Rate Stability, Finance and Development, Juin 1996, V.33, Numéro 2, pp.24-28.

des ses écrits dans les années 1972, 1978, 1984 et 1991 Tobin fut pour la perception de cet impôt. C'est pour cela que cet impôt qu'on demande qu'il soit perçu a pris le nom de Tobin.

Tobin demande que l'imposition soit appliquée aux opérations de changes. De la sorte, les spéculations à court terme en devises seront évitées. Il dit que, dans une interview, "les transactions électroniques promettaient de considérablement accroître la vitesse et le nombre des transactions. J'ai voulu ralentir ce processus afin de réduire la spéculation et la volatilité des taux de change."²⁵ Entre temps, il y a qui soutiennent que l' Impôt Tobin à deux taux serait plus effectif.

On suggère, lors de l'application de l'Impôt Tobin à deux taux, un taux élevé pour les revenus obtenus depuis les opérations de devises à court terme, qu'on soupçonne qu'elles revêtent une fonction spéculative ; et par contre, une application de taux de bas niveau pour les opérations normales en devises.

Bien que l'impôt Tobin puisse apparaître attrayant à première vue, il recèle certains points qui laissent à désirer.

La première critique est celle-ci : si une imposition est appliquée pour les opérations en devises, les gens (et les entreprises) qui feraient de la spéculation en devises peuvent aussi faire les mêmes opérations au moyen d'autres papiers de valeur libellés en devises (bons du Trésor, obligations émises par l'Etat, etc.).

En second lieu, le point critiqué est la difficulté d'appliquer l'impôt en question au même moment et avec le même taux de la part de tous les pays. Dans le cas où la pratique n'embrasse pas tous les pays et s'il est soumis à des taux différents, les opérations en devises se dirigeront en grandes proportions, vers les pays où il n'existe pas une imposition quelconque, ou un taux de bas niveau y est appliqué.

²⁵ Le Monde, le 8 Septembre 2001.

Troisièmement, il ne faut pas oublier ceci : les crises des devises ont toujours leur origine dans les mouvements de spéculateurs. La raison la plus importante qui prépare le terrain aux mouvements des capitaux à court terme, est la place prépondérante de la politique monétaire et en conséquence, la formation de l'inflation. La monnaie locale perd de sa valeur, avec l'inflation. De la sorte, un milieu propice est préparé pour les mouvements en devises et pour les mouvements à court terme des capitaux. Dans le cas où la pratique des politiques financières suivie par des politiciens inattentifs n'a pu être arrêtée, il ne serait pas possible d'éviter les mouvements spéculatifs des capitaux et d'arrêter l'instabilité en matière des taux des changes.

Pendant qu'on se penche sur les proposition de reforme du système financier international il y a lieu en effet, de s'attarder aussi sur le risque moral (*moral hazard*). L'effet du risque moral se présente comme suit :

Un pays qui prend comme modèle, un autre pays qui était au début dans une mauvaise situation, mais qui a pu s'en tirer, se voit en effet tomber dans la même mauvaise position, parce qu'il pense qu'on viendrait en aide pour le sauver. Par exemple, les pays qui ne peuvent utiliser d'une façon fructueuse, les créances empruntées à l'étranger, tombent dans une crise de dettes étrangères, ou dans celle de la banque et de la bourse. Dans le cas où le FMI se met à sauver par voie d'assistance et de crédits, un pays qui était tombé dans une situation difficile, les autres aussi se voient engloutis dans une crise par faute de ne pas pouvoir utiliser fructueusement les emprunts qu'ils ont effectués. On remarque qu'en tête de liste des acteurs qui sont effectivement influents dans la constitution du risque moral, sont placés les investisseurs des pays étrangers, parce que ces derniers prêtent sans faire une investigation quelconque pour s'assurer si les crédits qu'ils octroient seraient utilisés convenablement, ou non²⁶.

Une grande partie des reproches adressés au FMI ont trait à l'association de programmes d'austérité aux initiatives de sauvetage financier. De moins en moins de gens restent convaincus que les remèdes habituels du FMI (taux d'intérêt

²⁶ T. Lane et S. Phillips, IMF Financing and Moral Hazard, Finance and Development, Juin 2001, V.38, Numéro 2, pp.50-52.

élevés, hausse des taxes et impôts, compressions budgétaires, et ainsi de suite) régleront la crise asiatique et déboucheront sur des marchés financiers plus rationnels. L'économiste en chef bien connu de la Banque mondiale et ex-président du Comité des conseillers économiques du président Clinton, Joseph Stiglitz, s'en est pris au FMI là-dessus. D'après lui, les mesures d'austérité du FMI ont éloigné les investisseurs et causé une certaine panique; le FMI aurait aussi exagéré la crise dans des pays qui connaissaient habituellement peu d'inflation, un budget équilibré et des taux d'épargne élevés. Comme il insistait sur des taux d'intérêt élevés, une forte réduction des dépenses publiques et la fermeture de banques en échange de son aide financière, les investisseurs, rendus conscients des risques associés au pays, ont pris peur inutilement. Cette réaction a entraîné une fuite de capitaux tant des entreprises stables que de celles qui éprouvaient des difficultés pour les mettre en sécurité (États-Unis, Europe).

M. Stiglitz s'est demandé notamment si l'imposition de taux d'intérêt élevés a apporté l'incitation voulue aux investisseurs et aux prêteurs et leur a redonné confiance. Selon lui, les taux d'intérêt élevés signalent aux investisseurs que le risque de voir beaucoup d'emprunteurs, sinon tous, en situation de cessation de paiement s'est accru considérablement. Il s'ensuit que les sorties de capitaux continuent de plus belle et que les devises pataugent, comme en témoigne la réalité asiatique actuelle. En réalité, les taux d'intérêt élevés ont déprimé les économies locales sans empêcher une forte érosion de la valeur des monnaies; les entreprises saines ont donc plus de mal à assurer le service de leur dette ou à financer leur expansion, notamment par l'accroissement des exportations. Pendant ce temps, d'autres conditions d'austérité du FMI la réduction des dépenses publiques, les majorations de prix et la fermeture des banques insolubles, nuisent aux résultats économiques.

Jeffrey Sachs, professeur de sciences économiques à l'université Harvard, est aussi de cet avis; selon lui, les politiques d'austérité du FMI sont à l'origine d'un resserrement sérieux du crédit et d'une forte montée tant du nombre d'entreprises en faillite que du niveau des fuites de capitaux. Il soutient que les mesures d'austérité et les fermetures de banques imposées par le FMI ont aggravé la crise financière en Asie. Plusieurs grandes banques asiatiques ont cessé soudain, à

l'instar des banques étrangères, de consentir des prêts. Elles se soucient davantage de redresser leur bilan (en augmentant le capital et les liquidités) que de financer les entreprises. Les taux d'intérêt élevés exigés par le FMI conjugués au tarissement des prêts bancaires internes, et le retrait des capitaux étrangers poussent rapidement à la faillite bien des entreprises saines par ailleurs. Selon Sachs, dans les trois situations de renflouement du FMI en Asie, les monnaies locales et les marchés boursiers ont été poussés encore plus à la baisse par les exigences du FMI.

Martin Feldstein a également critiqué sévèrement, dans *Foreign Affairs*, la méthode traditionnelle d'ajustement structurel du FMI, en soutenant qu'elle ne s'imposait pas en Corée du Sud. Il fallait plutôt « persuader d'abord les créanciers étrangers de continuer d'avancer des fonds et de refinancer les prêts existants à leur échéance. Il suffisait pour y arriver, sans que le FMI doive garantir les prêts en souffrance, de persuader les prêteurs que le manque de réserves adéquates de devises étrangères de la Corée étaient temporaires. En mettant l'accent sur les problèmes structurels et institutionnels de l'économie coréenne, le programme et le discours du FMI ont donné l'impression contraire. On ne saurait blâmer les créanciers qui ont écouté le FMI de conclure que la Corée serait incapable d'assurer le service de sa dette à moins d'un remaniement profond de son économie.

Cette libéralisation a également eu pour effet cependant d'augmenter la volatilité des capitaux à court terme et peut-être, au dire du FMI lui-même, la fréquence des crises financières. Par suite de la mondialisation des marchés financiers et de la tendance apparente des investisseurs à réagir avec exubérance au succès, mais à tarder à réagir aux premiers signes d'inquiétude, puis à trop réagir aux changements d'opinion, il se peut fort bien que le risque de crises augmente tout comme la possibilité de contagion internationale²⁷.

Ce qui s'est passé récemment en Asie montre clairement ce qui peut se produire lorsque, à défaut de secteur financier sain, des économies dépendent

²⁷ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, Mai 1998, pp.7

trop des capitaux étrangers à court terme. Tout au long de la décennie, beaucoup de gouvernements asiatiques ont été encouragés à libéraliser la circulation des capitaux, permettant ainsi à leurs entreprises et à leurs banques d'emprunter à l'étranger. Il en a résulté, pour la seule année 1996, dans les cinq pays de l'Asie de l'Est qui posent problème (Indonésie, Malaisie, Corée du Sud, Thaïlande et Philippines), l'entrée massive de 93 milliards de dollars US en capitaux privés étrangers qui a provoqué une flambée des emprunts et des bulles spéculatives sur les marchés boursiers et immobiliers. L'année suivante, cependant, des investisseurs pris de panique retiraient de ces pays 12 milliards de dollars US. Cette fluctuation de 105 milliards de dollars US correspond à 11 p. 100 du PIB total de ces cinq pays.

La fuite des capitaux étrangers à l'origine de la crise asiatique, l'effondrement des devises de la région et les dislocations économiques qui en ont résulté dans les économies naissantes et ailleurs ont rappelé au monde les conséquences parfois néfastes de la libéralisation des mouvements de capitaux. Dans la foulée des événements en Asie, en Russie et en Amérique latine, certains préconisent des mesures pour lutter contre la forte volatilité des capitaux qui peut paralyser les pays en développement et empêcher la spéculation de plus en plus fréquente sur les devises.

5- Les Pays Forts qui prennent des décisions sans consulter le FMI

On soutient que la carence la plus importante de la part du FMI, est le fait de voir les pays forts prendre entre eux des décisions, ce qui entraîne un déséquilibre des économies mondiales qui va plus particulièrement toucher les pays en voie de développement. Les EUA en particulier, favorisèrent les déficits budgétaires et ceux du commerce extérieur malgré l'opposition du FMI. Les EUA cherchent toujours une réponse aux questions de la valeur du dollar, du déficit budgétaire et du commerce extérieur, en négligeant suggestions du FMI, et en appliquant leurs propres décisions dans ce domaine.

Nous constatons des applications similaires en Angleterre. En addition à la politique monétaire suggérée par le FMI afin de dissoudre le surplus de la

monnaie à la consommation , les recommandations qui demandent que certaines mesures restrictives soient prises au sujet de la politique financière non plus, ne se reflètent guère aux pratiques. Le ministre des finances de l'Angleterre affirme que " le FMI ne peut voir toujours l'exact "

Il est possible de multiplier ces exemples. La définition de l'harmonie dans les politiques macros, notamment au niveau des taux de change, qui s'est faite à l'insu du FMI lors de la réunion de New York en Septembre '95, par les cinq pays industrialisés (les EUA, l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre et la France), fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Jacques de Larosière, alors président du FMI, avait appris l'incident par voie de presse. Le désaccord régnant depuis entre le FMI et les pays forts industrialisés, n'est pas encore dissipé.

Pour cette raison, chaque problème devant être résolu est appréhendé du point de vue du FMI. Le FMI qui souhaite être en position de force vis-à-vis des pays en voie de développement, dictant ses politiques, et qui joue la faiblesse devant les grands pays industrialisés, en déplorant ne pas pouvoir faire appliquer ses propositions de politique.

Selon De Larosière, il s'agit avant tout de faire en sorte que les pays membres entretiennent un dialogue continu avec le FMI sur les questions de politique économique. Ce dialogue peut s'appuyer sur des programmes préventifs et des mécanismes d'alerte rapide; c'est ce qui se produit dans la plupart des cas. Plus un pays se montre réceptif aux conseils et à la coopération dans un souci de prévention, plus il devrait avoir un accès facile aux ressources. Cela dit, il faut s'abstenir de mettre en place un processus systématique d'alerte du public par des signaux de plus en plus forts sur les carences des politiques ou les risques de crise. Si un pays ignore les conseils du FMI, les rapports de consultation au titre de l'article IV (désormais généralement rendus publics), la transparence des données (aujourd'hui largement systématisée) et les analyses de marché privées doivent alors entrer en ligne de compte. Bien entendu, si les pays du G-7 étaient plus attentifs aux recommandations qui leur sont formulées à l'issue de la surveillance, les choses seraient beaucoup plus aisées. Par ailleurs que le système monétaire international est en train de dériver vers une structure pour

ainsi dire à la carte où certains pays peuvent choisir le régime de change (souvent sous-évalué) le mieux adapté à leurs capacités d'exportation²⁸.

S'agissant de la définition et de l'exécution des politiques, le FMI doit promouvoir le consensus. Il n'y eut aucune décision qui ait nécessité un décompte de voix durant les années où De Larosière fut au poste de Directeur général (hormis, bien entendu et à juste titre, le cas des augmentations de quotes-parts). Le G-7 ne devrait pas entrer dans le processus décisionnel du FMI. C'est au Conseil d'administration, sous la conduite de la direction, qu'il appartient de prendre des décisions (même si les groupes de pays membres sont libres de se concerter et de formuler leurs propres positions). Un Directeur général doit pouvoir dire non au G-7 ou à tout autre groupe ou actionnaire puissant s'il est convaincu qu'une décision va à l'encontre des politiques du FMI ou des intérêts de l'ensemble des pays membres. Il en va de l'autorité et de la crédibilité des institutions internationales. Si les principaux actionnaires campent sur leurs positions, c'est au Conseil d'administration de régler la question et les problèmes résultant des divergences de vues. Dans certains cas exceptionnels, des crises de ce genre peuvent être utiles.

Selon Kohler, la surveillance exercée par le FMI sur les politiques menées par les économies avancées doit être excellente. L'efficacité de son action passe certes par la qualité et l'opportunité de ses conseils, mais encore faut-il que les pays membres les suivent lorsqu'ils sont pertinents. C'est dans ce domaine que des améliorations restent à faire, surtout dans les pays membres les plus grands.

Le FMI doit préserver l'esprit de consensus et veiller à ce que tous les pays membres (même s'ils sont petits) sentent qu'ils sont écoutés et ne sont pas exclus. C'est pourquoi la capacité d'écoute et la recherche du consensus sont plus importantes que la représentation numérique. Cela dit, il est possible de faire des ajustements, par exemple de modifier les pourcentages de voix en augmentant ce qu'il est convenu d'appeler les voix de base, ce qui profiterait aux petits pays à

²⁸ J. de Larosiere, How Should the IMF be Reshaped, Finance and Development, Septembre 2004, V.41 No:3, pp.27-29.

faible revenu, et en relevant la part des pays à marché émergent qui connaissent une croissance rapide et dont la quote-part ne reflète plus le poids effectif dans l'économie mondiale. Egalement l'Europe, dans un élan politique novateur, pourrait repenser sa propre représentation. Que celle-ci doive se limiter à un seul siège, c'est aux Européens de décider. Le projet de Constitution européenne va effectivement dans ce sens. Personnellement, il est pour une union politique plus étroite en Europe, et la consolidation des sièges de l'UE au sein du Conseil d'administration serait conforme à cette vision.

Selon Camdessus, l'objectif de FMI n'est pas tant de réduire l'influence du G-7 que de renforcer la voix des pays en développement. Cela étant, nous devons nous souvenir que nous vivons dans un monde qui ne fait pas de place à la vision manichéenne des choses avec, d'une part, un FMI bien intentionné et des pays en développement vertueux et, d'autre part, un G-7 pervers. Il est bien entendu des cas où le Directeur général doit dire non aux pays du G-7. Il y a des antécédents, certains spectaculaires d'ailleurs. Ceux qui étaient présents à la réunion du Comité intérimaire de Madrid en 1994 se souviendront d'un débat sur la question des allocations de DTS. Mais il y a aussi des fois où le Directeur général doit résister aux pressions des pays en développement. Son rôle n'est pas tant de prendre souvent le contre-pied de telle ou telle position que d'aider à dégager un consensus parmi les pays membres, même si ce consensus ne semble pas optimal du point de vue technique des services et de la direction de l'institution. Pour lui qui dit consensus dit confiance, or le FMI a justement pour vocation de la promouvoir²⁹.

²⁹ M. Camdessus, How Should the IMF be Reshaped, Finance and Development, Septembre 2004, V.41 No:3, pp.27-29.

6- Certaines suggestions développées au sujet de l'insuffisance du FMI

Les suggestions suivantes ont été formulées à titre de solution, par suite des critiques dirigées au sujet de l'insuffisance du FMI :

- i) La suppression de FMI, en entier,
- i) La restructuration du FMI,
- ii) La réorganisation du FMI d'une manière similaire à celle des premières années de Bretton Woods (Retour à Bretton Woods)
- iii) Le retour au système de l'étalon-or (Retour à la période avant Bretton Woods)
- iv) Les suggestions diverses.

i) La Suppression de FMI, en entier

L'idée de faire disparaître le FMI appartient à George Shultz, ancien Secrétaire d'Etat au Trésor. D'après ceux qui sont pour ce point de vue, les crises économiques diminueront de par le monde, étant donné que les pays seront plus attentifs aux dettes créances dans les relations internationales.³⁰

Mais cette suggestion peut poser problème: Au cas où un pays se trouverait dans une situation de faillite, comment le FMI pourrait-il intervenir ? Comme exemple pour une situation pareille, on cite le cas de la crise de 1997 vécue en Corée du Sud. Ce pays fut sauvé la même année, en appliquant la politique et les crédits du FMI, et la propagation de la crise fut évitée à travers le monde.

Par ailleurs, les 7 grands pays du monde, les EUA, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, le Canada et le Japon, (le « Groupe des 7 ») qui utilisent le FMI et la Banque Mondiale pour donner une forme à l'économie politique mondiale, n'ont pas soutenu cette suggestion.

³⁰ Kevin Danahar, 50 Years is Enough – The Case Against the World Bank and The International Monetary Bank, Boston 1994, pp.22-23. P. Blustein, The Chastening – Inside the Crisis that Rocked the Global Financial System and Humbles the IMF, New York, 2001, pp.378-388.

ii) La restructuration du FMI

Seconde suggestion: l'idée de la rénovation obligatoire du FMI, même si le FMI n'est pas mis hors circuit. Cette rénovation pourrait être réalisée sous différents angles, les crédits, les quotas et l'organisation.³¹

Par exemple, une première proposition fut trouvée acceptable lors d'un panel organisé en Mars 2000 par Alan Meltzer, un des spécialistes au sujet des politiques du FMI. D'après cette thèse, il s'avère nécessaire de dresser devant les économies, un barrage contenant certains critères, afin de bénéficier des crédits FMI. Les pays dont la structure économique et politique dépasserait ce barrage, doivent bénéficier des crédits FMI. Par ailleurs, le FMI ne doit pas suggérer aux pays, des programmes de conformité structurale. De cette manière, ils seront obligés de suivre une économie politique solide pour pouvoir profiter des crédits FMI.

La critique la plus importante dirigée contre cette théorie est qu'il serait impossible, pour un pays qui « construirait » le barrage en accomplissant les critères définis mais qui ensuite resterait au-dessous du niveau du barrage par suite de la mauvaise situation économique, de se procurer un crédit. Le danger serait alors une crise beaucoup plus profonde que celle que le pays mériterait.

Une seconde proposition similaire à la précédente est de définir, de la part du FMI, les critères de performance en les subdivisant en deux. Le premier groupe de critères doit être réservé pour les opérations d'emprunt à l'étranger, et pour celles basées sur les devises. Le second groupe de critères doit concerner les opérations basées sur la monnaie locale. Il faudra revoir le second groupe dans le cas où il y aurait succès dans les critères du premier.

Une autre proposition lancée dans ce cadre, c'est le développement du FMI. Les valeurs financières et monétaires du monde ont trop augmenté en

³¹ P. Blustein, *The Chastening – Inside the Crisis that Rocked the Global Financial System and Humbles the IMF*, New York, 2001, pp.378-388. Kevin Danahar, *50 Years is Enough – The Case*

comparaison avec celles de l'année 1944. Par conséquent, le FMI doit être agrandi à titre de quotas, d'organisation et de personnel. De cette manière, il fournira aisément le crédit nécessaire pour chaque pays, et il n'y aurait plus aucun problème dans ce sens.

On remarque que les EUA s'élevaient contre cette suggestion, lors de l'augmentation des quotas en l'an 1998. C'est cette année-là que le Congrès EUA a dû approuver, à contrecœur, l'augmentation de 45 pour cent des quotas.

Par ailleurs, le danger d'un risque moral cité plus haut peut poser une question dans le cas de l'acceptation de cette proposition.

L'un des efforts nécessaires pour faire subsister le FMI et la Banque Mondiale, c'est de laisser le contrôle de ces deux organisations aux soins des Nations Unies. Cette proposition fut lancée dans le rapport 1992 du Programme de Développement des Nations Unies.

La critique essentielle adressée contre cette proposition, c'est que les Nations Unies se trouvent elles-mêmes sous le contrôle des pays forts. Dès lors, les pays forts pourront quand même, tenir indirectement sous leur contrôle, le FMI et la Banque Mondiale.

L'une des propositions émanant de ce groupe est celle de M. Chacholiades qui fait ressortir la réalisation de l'intermédiation financière internationale pour qu'une régulation internationale puisse être accomplie. D'après M. Chacholiades, la réalisation et la conservation de la régulation internationale, dépendent de la réalisation de la médiation financière internationale, et la formation d'un département de l'Investissement International (DII) est nécessaire pour le FMI. Le DII pourra acheter et vendre sur le marché libre, les actions et les obligations de n'importe quel pays, dans le cadre de certaines limitations que tous les pays accepteraient. Par ailleurs, les bons qu'émettrait le DII jouiront d'une acceptation globale de la part des unités économiques et des autorités monétaires privées de

tous les pays. Dans ces conditions, elle aura à acheter le surplus de l'offre des actions et des obligations des pays déficitaires, contre la remise des bons internationaux qu'il émettrait lui-même, et dont l'acceptabilité générale serait en question de la part des pays qui posséderaient eux-mêmes, un surplus. Il aurait ainsi converti en des bons internationaux acceptables, les actions et les obligations des pays déficitaires. Et à titre d'un effet final, les pays ayant un budget déficitaire financeraient leur déficit, dans des limites définies, ceci en renonçant à la propriété des actifs réels. En bref, les pays déficitaires serviront d'intermédiaire aux services d'initiatives, afin de convertir en des projets d'investissement fructueux, le surplus de l'économie des pays qui accusaient un surplus dans ce système. D'après M. Chacholiades, cette initiative servira à accomplir, à cet égard, la fonction de canal pour les aides extérieures vers les pays en retard du point de vue industrialisation.

En comparaison avec le passé, le FMI a fait certains pas sous la lumière des critiques. Par exemple, il a commencé à se faire informer au préalable, au sujet des postes de budget, afin de contrôler plus sévèrement, la situation financière des pays.

Par ailleurs, une Section du Marché des Capitaux fut établie aux fins de suivre de plus près, la situation économique des pays. De cette manière, il sera possible pour le FMI de prévoir les crises, en suivant les développements des marchés aux capitaux.

Toutefois, les politiques de conformité structurales sont définies d'une façon qui n'est pas démocratique, au sein du FMI. Les spécialistes du FMI se réunissent et mettent sur pied des politiques. De cela il résulte que l'opinion du peuple à bas niveau de revenu des pays dans lesquels cette politique était appliquée, n'est jamais questionnée. En effet, ce qu'on devrait faire entre autres, c'est d'encourager les peuples qui ont été « victimes » des politiques du FMI, à forcer ces institutions au changement, à une métamorphose. Les contradictions constatées parmi lesdites institutions doivent être constamment gardées à l'ordre du jour.

iii) La réorganisation du FMI d'une manière similaire à celle des premières années de Bretton Woods (retour à Bretton Woods)

Parmi ceux qui critiquent le FMI, certains cherchent la solution dans le retour au système des changes fixe, du Système Bretton Woods.³² L'idée de mettre fin aux taux de change flottants, et de le rendre ainsi plus stable, est discutée au sein de cette solution, même si l'on ne revient pas au système dans son intégralité. La création régionale des monnaies telles que les dollars originaires des EUA, l'euro européen, figure parmi les sujets de discussion. Par exemple, la question de la création d'une unité monétaire en Asie, est discutée sérieusement entre le Japon et les pays du Sud-est de l'Asie.

Les 7 pays industrialisés (le G7) se sont appropriés lors de plusieurs réunions qu'ils ont réalisé l'idée de voir le dollar, l'euro et le yen évoluer aussi peu que possible les uns par rapport aux autres et de rester ainsi stables.

Une autre proposition avancée dans ce domaine, c'est que tous les pays (en collaborant et en se coordonnant) dirigent eux-mêmes la régulation de la balance des paiements et de liquidité pour la résolution du problème, sur le plan international. Cette proposition se base plutôt sur les définitions théoriques du Professeur R. McKinnon. D'après le professeur McKinnon, la demande de la monnaie, ressemble sur le plan international, à celle d'un produit. Un pays ne doit pas fixer les conditions de l'offre sans tenir compte de la demande de sa propre monnaie à l'étranger. L'indicateur le plus important dans la détermination de la demande venant de dehors, est la valeur de cette monnaie. Si la monnaie des pays gagne de la valeur, ils doivent continuer à émettre des billets de banque ; dans le cas contraire, ils doivent arrêter le gonflement monétaire. McKinnon défend la limitation au sujet d'un agrandissement monétaire. Cette limite doit être le développement monétaire combiné des trois grands pays (les EUA, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest). Les autres pays doivent suivre ladite limitation en conservant les taux de change par rapport à ceux des trois pays entre eux.

³² P. Blustein, *The Chastening – Inside the Crisis that Rocked the Global Financial System and Humbles the IMF*, New York, 2001 , pp.381-382

Les trois grands pays doivent diriger l'agrandissement monétaire selon le développement de leurs propres taux de change. Par exemple, la Banque Fédérale doit suivre une politique monétaire de l'agrandissement, pendant que le dollar EUA gagne de la valeur en comparaison avec le yen, tandis que la Banque Centrale du Japon doit appliquer une politique de rétrécissement dans ce domaine. D'après McKinnon, la cause d'une inflation dans les pays n'est pas seulement en relation directe avec l'augmentation de la quantité monétaire de ces pays, mais dépend en même temps, des choix de la politique de rétrécissement ou d'élargissement des autres pays. La raison d'une inflation dans les pays n'est pas seulement en relation directe avec le montant global monétaire de ces pays, mais dépend en même temps, de l'agrandissement monétaire et de leur choix de la politique de rétrécissement. Par exemple, la raison de la dernière inflation vécue aux Etats-Unis de l'Amérique avant 1982, était, d'après McKinnon, d'une part en liaison avec l'émission de dollars sur le marché de la part de la Banque Fédérale, mais aussi avec le développement accusé dans les trois grands pays.

iv) Le Retour au Système de l'étalon-or (Retour à la période avant Bretton Woods).

Comme la période de l'étalon-or appliqué avant la Première Guerre Mondiale était qualifiée de réussite, certains défendent l'idée de quitter le système du FMI et de retourner au système de l'étalon-or.

Chaque pays rattache sa propre monnaie à l'or dans ce système. Il laisse libre l'importation et l'exportation de l'or. Les banques centrales achètent l'or contre la monnaie locale et en fait la vente est libre. Le prix fixe officiel défini de l'or est appliqué à cette fin. L'achat et la vente de l'or sont libres aussi entre les personnes privées. L'essentiel du système de l'étalon-or consiste en ce que le taux de change est fixe, étant donné que les monnaies respectives des pays sont liées à l'or.

Les pièces en or ont été présentes dans toutes les périodes (y compris l'ère antique) de l'histoire. Toutefois, le système de l'étalon-or proprement dit apparut dans les années 1870, et dura jusqu'à 1914. Cette période est appelée "l'Age

d'Or". Le commerce mondial et les investissements se développèrent en grandes proportions, la répartition du travail international augmenta, et on constata l'élévation du niveau de prospérité à travers le monde. Par ailleurs, le mécanisme de la balance des paiements fonctionna à la perfection. Ce fut une période dans laquelle les conflits politiques entre pays furent moindres. C'est pour cette raison que plusieurs hommes d'Etat et académiciens se rappellent encore avec nostalgie, le système de l'étalon-or.

C'était l'Angleterre qui s'était placée au centre de ce système; parce que dans le temps, c'était elle qui était tête de file dans les domaines du commerce et du financement. L'Angleterre était le pays industriel le plus avancé de la période, tout en étant l'exportatrice principale des produits finis et une importatrice de premier rang en matières premières et nourritures.

Londres représentait le centre du marché des finances. La Livre Sterling s'était homologuée à l'or; elle était librement acceptée à travers le monde et utilisée en grandes proportions. Une partie importante du commerce mondial fut financée par le Sterling. Par ailleurs, l'Angleterre suivit une politique de libre commerce et fut le dernier ressort lors des crises des devises qui apparaissaient dans le monde.

La critique la plus importante lancée contre le retour au système de l'étalon-or, était l'opinion qui soutenait que l'or resterait insuffisant pour confronter la liquidité mondiale, vis-à-vis de l'augmentation de la production et du commerce à travers le monde. En contre partie à l'augmentation artificielle de la quantité de l'or en haussant son prix, on constate que les pays producteurs d'or (la Russie, l'Afrique du Sud, par ex) obtiendraient un gain injuste.

v) Suggestions diverses.

R. Triffin soutient que la meilleure solution c'est de fonder une banque centrale mondiale. Celle-ci remplira les mêmes fonctions à travers le monde, identiques à celles de la banque centrale d'un pays. Toutefois, comme il est

clairement apparent que les pays n'opteront pas pour un sacrifice de leur indépendance politique, cette suggestion ne figure pas au premier plan.

Une autre suggestion c'est celle de continuer tout en la répandant, la pratique du Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du FMI. Le DTS naquit en l'an 1969, par suite de la création d'un actif de réserve du FMI. Lorsque cette organisation aurait créé un montant suffisant défini, ils seraient alloués selon les quotas de pays auprès du FMI. Comme nous l'avons déjà cité, le revenu national des pays est défini en relation avec le chiffre de leur commerce extérieur et de leurs réserves actuelles.

Au début, il fut accepté qu'il soit lié dans une proportion fixe, au dollar EUA exprimé en or. Tout d'abord, la valeur du DTS fut fixée sur la base de 1 dollar. Mais, on commença à douter au sujet de l'utilité de la valeur de l'or, sous la forme d'une unité comptable officielle, dans les opérations internationales. Par ailleurs, le dollar a été soumis par deux fois, en 1971 et en 1973, à une dévaluation par rapport à l'or. En 1973 le système des changes flottants commença à se propager et le DTS fut laissé libre de flotter vis-à-vis des autres monnaies. La pratique de l'évaluation du panier de monnaie commença par suite de ces développements. Au début, les monnaies respectives de 16, 18 et 5 pays. De nos jours, la valeur du DTS est fixée chaque jour sur la base d'un panier de quatre grandes monnaie : le dollar EUA, l'euro, la livre sterling et le yen.

L'évaluation DTS est effectuée par un indicateur basé sur la moyenne mouvementée des monnaies du panier. La valeur panier du DTS ne change pas tellement, vu que la valeur respective des monnaies du panier perdra ou gagnera de la valeur, réciproquement. Le DTS perdra ainsi de sa valeur vis-à-vis des monnaies dont la valeur aurait augmenté, et gagnera de valeur par rapport aux monnaies qui auraient perdu de leur valeur. De la sorte, la valeur du DTS est plus stable en comparaison avec les autres monnaies, et la fonction de l'unité comptable sera facilitée pour les opérations particulières de commerce et de finances.

C'est l'opposition des EUA qui fit obstacle (tout en le propageant) à l'utilisation du DTS à titre de monnaie locale pour les opérations financières internationales.



V- CONCLUSION

Le FMI qui est né comme le résultat des régulations monétaires et financières internationales, connaît une activité intense afin d'accomplir les fonctions qu'on lui a attribuées depuis 1947. Ses fonctions principales consistent à augmenter la liquidité mondiale et à fournir des crédits aux pays en difficulté dans les paiements extérieurs, ou à ceux qui traversent une crise économique, et de leur apporter des suggestions en économie politique.

Les politiques les plus souvent appliquées par le FMI, consistent à augmenter les revenus publics, à élever le niveau des recettes, à réduire l'économie souterraine, à réaliser des opérations de privatisation, à réduire les dépenses publiques, à dévaluer, à suivre une politique monétaire drastique, une politique de taux d'intérêts élevés, à améliorer la liberté dans le domaine du commerce et des mouvements des capitaux internationaux, à contrôler les salaires et enfin, à renforcer l'indépendance des banques centrales, etc.

De critiques graves furent dirigées contre ces politiques suggérées par le FMI. On soutenait que ces politiques avaient causé le rétrécissement de l'économie, qu'elles avaient dérangé la répartition des revenus, que les crédits accordés étaient insuffisants et que les influences politiques étaient trop fortes. De plus le déclenchement des crises économiques par suite de la libéralisation des capitaux et le fait pour les pays économiquement puissants, de pouvoir prendre des décisions sans avoir à consulter le FMI, avaient causé des effets négatifs tels que la difficulté à structurer l'économie des pays. Cela s'était produit notamment l'Argentine, la Turquie, la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée et les autres pays en voie développement.

L'augmentation massive de ces critiques a porté à l'ordre du jour des suggestions telles que le remplacement du FMI par de nouvelles organisations, ou l'idée de faire subir à celui-ci des changements radicaux. Les principales de ces suggestions sont les suivantes : supprimer totalement le FMI, restructurer le FMI, subdiviser en deux les critères de performance du FMI selon les opérations locales en monnaie locale et en devises, confier le contrôle du FMI aux Nations

Unies, ajouter une Section d'Investissement International, ramener dans son intégralité le FMI au début du système Bretton Woods, établir entre les pays une collaboration et une coordination réelles en lieu et place du FMI, revenir au système de l'étalon-or d'avant Bretton Woods, fonder la banque centrale en remplacement du FMI, propager les DTS émis par le FMI et les placer en position de monnaie-clé à travers le monde.

À mon avis, des changements radicaux sont loin d'être à l'ordre du jour.

Premièrement, il est impossible d'abolir le FMI parce qu'il emploie beaucoup de personnes, et que son organisation se révèle très bien à travers tous les 184 pays membres.

Deuxièmement, il est inutile de confier le contrôle du FMI aux Nations Unies parce que, dans les décisions des Nations Unies aussi, les pays développés prennent la parole. Malgré une décision contraire, les pays développés n'y obéissent pas et appliquent les politiques qu'ils veulent. Autrement dit, cela ne changera rien à propos du fonctionnement du FMI.

La solution du retour au système de l'étalon-or comme au système de Bretton Woods (en abolissant le FMI) causerait un problème de liquidité et ça nécessite une organisation similaire au FMI.

Malgré tout, il semble inévitable que le FMI soit soumis à un changement. Premièrement, au lieu des programmes de stabilités standard appliqué par FMI, il faut mettre en scène les programmes qui tiendraient compte des conditions spéciales et des conjonctures des pays parce que dans la crise asiatique, les remèdes habituels du FMI se sont aggravés la crise. Ils ont éloigné les investisseurs et causé une certaine panique; le FMI aurait aussi exagéré la crise dans des pays qui connaissaient habituellement peu d'inflation, un budget équilibré et des taux d'épargne élevés. Comme il insistait sur des taux d'intérêt élevés, une forte réduction des dépenses publiques et la fermeture de banques en échange de son aide financière, les investisseurs, rendus conscients des risques associés au pays, ont pris peur inutilement. Cette réaction a entraîné une fuite de

capitaux tant des entreprises stables que de celles qui éprouvaient des difficultés pour les mettre en sécurité.

De l'autre côté, les programmes de stabilité suggérés par FMI sont des programmes qui déconstruisent les répartitions des revenus. Selon les coefficients de Gini³³, l'inégalité sociale ne réduit pas dans les pays en voie de développement malgré le support du FMI. Par exemples; au Brésil, le coefficient de Gini est toujours oscillé entre 0,60 et 0,642 et l'Argentine soit un champion de l'inégalité sociale, son coefficient est de 0,65 parmi les plus élevés de l'Amérique latine. Le FMI doit proposer des programmes qui procurent l'amélioration des répartitions des revenus et qui n'abandonnent pas l'inégalité qui se creuse entre le peuple. En effet, les programmes qui ont été appliqués, comme élever le taux d'intérêt afin de réduire la demande globale ou le taux des impôts afin d'augmenter les revenus publiques, soutiennent l'approfondissement de l'inégalité parce que le premier sert l'économie rentière (la politique du taux d'intérêt élevé transforme l'économie de la productivité vers la rentabilité parce que les particuliers ne voudraient pas faire les nouveaux investissements au lieu de se procurer facilement les revenus d'intérêt) et le deuxième sert l'économie souterrain (parce qu'en cas de taux élevé de l'impôt, il s'agira de la fraude fiscale et de l'évasion fiscale et les gouvernements s'orientent vers les impôts indirects pour pouvoir augmenter les revenus publics mais les impôts indirects déconstruisent l'inégalité sociale même s'ils sont appliqués dans les taux divers).

En plus, le FMI doit préconiser notamment la limitation jusqu'à une certaine mesure des mouvements du capital international (la monnaie chaude) ou leurs prises sous son contrôle parce que les mouvements de ce genre s'enfuient à la moindre crise politique ou économique dans les pays; cela entraîne la pénurie des devises, et déclenche plusieurs crises consécutives. C'est pour cela que le FMI doit réviser ses politiques appliquées.

³³ M. Förster and M. M. Mira d'Ercole, Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990's, (OECD Social, Employment and Migration Working Paper No:2)

BIBLIOGRAPHIE

A) OUVRAGES GENERAUX

- AKSOY Şerafettin, Kamu Maliyesi Kamu Harcamaları-Kamu Gelirleri-Bütçe-Maliye Politikası, Filiz Kitabevi İkinci Baskı, İstanbul, 1994.
- BAUGHTON James M., Globalization and Silent Revolution, The International Monetary Fund 1979-1989, Washington 2001.
- BLUSTEIN Paul, The Chastening: Inside the Crisis that rocked the Global Financial System and Humbled the IMF, Octobre 2001.
- DANAHER Kevin, 10 Reasons to Abolish the IMF and World Bank (Open Media Pamphlet Series) Décembre 2001.
- DANAHER Kevin, 50 Years is Enough – The Case Against the World Bank and The International Monetary Bank, Boston 1994.
- HARPER Richard H.R., Inside the IMF, Academic Press, 1st edition, Janvier 1998.
- KARLUK Rıdvan, Uluslararası Ekonomik Mali ve Siyasi Kuruluşlar, Turhan Kitabevi, Ankara 1998.
- ÖNEN Z. Sacit, Uluslararası Mali Kuruluşlar, Ankara, Gazi Üniversitesi Yayınları, Ankara 1996.
- PARASIZ İlker – YILDIRIM Kemal, Uluslararası Finansman, Bursa 1994.
- PARASIZ İlker, Enflasyon-Kriz-Ayarlamak, Dünya’da ve Türkiye’de Kalkınma Makro Ekonomisi Sorunları, Bursa, Ezgi Kitabevi, 2001.
- SACHS J. D. et LORRAIN F.B., Macroeconomics in The Global Economy, Case Study: Underground Economics, New York, 1993.
- SEYIDOĞLU Halil, Uluslararası Finansman, Güzem Yayınları, İstanbul 2001.
- SEYİTOĞLU Halil, Uluslararası İktisat, Teori, Politika ve Uygulama, Beta Basım Dağıtım A.Ş. İstanbul 1999.
- SÖNMEZ S., Dünya Ekonomisinde Dönüşüm, Ankara 1998.

B) OUVRAGES SPECIFIQUES

- ABED George T., Fiscal Reforms in Low Income Countries: Experienced Under IMF Supported Programs, Occasional Paper International Monetary Fund, No:160, International Monetary Fund, February 1998.

- BOUGHTON J. M. et LATEEF K. S., L'écrit sur la réforme de FMI, Washington, 1995.
- FMI, le site d'Internet, La Facilité pour a Réduction de la Pauvreté et La Croissance (FRPC), Fiche Technique, Avril 2004.
- FRATIANNI Michale, Governing Global Fianace: New Challenge, G7 and IMF Contributions, Global Finance Series, July 2002.
- KIZILOT Şükrü et ÇOMAKLI Ş. E., Vergi Kayıp Ve Kaçakları Ve Kayıtdışı Ekonomi İlişkisi Ve Boyutlarının Mevzuat Açısından Değerlendirilmesi

C) PERIODIQUES

- BAUGHTON James M., Silent Revolution of the 1980's, Finance and Development, Mars 2002, V.39, No:1.
- BERNSTEIN M. Edward, Bretton Woods at Forty, Do we need a new Bretton Woods?, Finance and Development, Septembre 1984, V.21, Numéro3, pp.5-7.
- BIRD M. Richard, Public Finance and Inequality, Fianace and Development, Mars 1974, V.11, Numéro 1.
- BLEJER Mario et CHEASTY Adrienne, Some Lessons From " Heterodox" Stabilization Programs, The Experience of Argentinian, Brasil and Israel, Finance and Development, Septembre 1988, V.25, Numéro 3.
- CAMDESSUS Michel, Reflections on the IMF, Finance and Development, Mars 1192, V.29, No: 1.
- CAMDESSUS Michel, The IMF: Facing New Challenge, An Interview with the Managing Director of the Fund, Finance and Development, June 1988, V.25, No:2.
- CİN M. F., YALÇIN B. K., DOĞRU M. K., Heterodoks Politikalar Işığında Türkiye'de Uygulanmakta Olan İstikrar Programları ve Bir Değerlendirme, İ.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi, Septembre 2000-Mars 2001.
- CROCE Enzo et S. KHAN Mohsin, Monetary Regimes and Inflation Targetting, Finance and Development, Septembre 2000, V.37, Numéro 3.
- De LAROSIERE Jacques, The Role of the Fund in Recycling, Finance and Development, Mars 1981, V.18, No:1.
- EGILMEZ Mahfi, IMF, Dünya Bankası ve Türkiye, Finans Dünyası Yayınları, No :2, İstanbul 1996.
- FISCHER Stanley, The Asian Crisis and the Changing Role of the IMF, Finance and Development, June 1988, V.35, No: 2.

- FÖRSTER Michael and D'ERCOLE M. Mira, Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990's, (OECD Social, Employment and Migration Working Paper No:2)
- GARRITSEN de VRIES Margaret, The IMF Fifty Years Later, Anniversary of Bretton Woods, Finance and Developments, June 1995, V.32, No: 2.
- GARRITSEN de VRIES Margeret, The IMF: 40 Years of Challenge and Change, Through The Fund Historian's Eyes, Fianace and Development, Septembre 1985, V.22 No: 3.
- HAUSLER Gerd, The Globalization of Finance, Finance and Development, Mars 2002, V.39, No:1.
- IMF, The Institutional Evolution of IMF, Fianace and Development, Septembre 1984, V.21, Numéro 3.
- KELLY Margaret, Fiscal Deficits and Fund- Supported Programs, Finance and Development, Septembre 1983, V.20, No: 3.
- KILLICK Tony, The IMF's Role in Developing Countries, Finance and Development, Septembre 1984, V.25, Numéro 3.
- KILDIŞ Y., Kayıtdışı Ekonomisinin Ulusal-Uluslararası Boyutu ve Çözüm Önerileri, Dokuz Eylül Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi, Cilt 2, Numéro 2, 2000.
- KLEIN Maury, Rainbow's End: The Crash of 1929, Finance and Development, Septembre 2002, V.39 No: 3.
- KÖHLER Horst, CAMDESSUS Michel, De LAROSIERE Jaacques, How Should the IMF be Reshaped, Finance and Development, Septembre 2004, V.41 No:3.
- KOPITS George, Turkey's Adjustment Experience, 1980-1985, Finance and Development, Septembre 1987, V.24, No:3.
- LANE Timothy et PHILIPS Steven, IMF Financing and Moral Hazard, Finance and Development, Juin 2001, V.38, Numéro 2.
- LIPSCHITA Leslie, LANE Timothy and MOURMOURAS Alex, The Tosovsky Dilemma: Capital Surges in Transition Countries, Finance and Development, Septembre 2002, V.39, No:3.
- LOPEZ MEJIA Alejandro, Large Capital Flows: Causes and Consequences and Policy Responses, Finance and Development, Septembre 1999, V.36, No:3.
- MAURO Paolo, Corruption: Causes, Consequences and Agenda for Further Research, Finance and Development, Mars 1998, V.35, No:1.

- NAWAZ J. Shuja, BAUGHTON James and WALKER William J., IMF Chronology, Finance and Development, June 1995, V.32, No:2.
- POU Pedro, Argentina's Structural Reforms of the 1990's, Finance and Development, Mars 2000, V.37, Numéro 1
- RUSTOMJEE Cyrus, Why Developing Countries Need a Stronger Voice, Finance and Development, Septembre 2004, V.41 No: 3.
- S. McDonald Ian, The Fund and Monetary Reform: Looking to the Future, Finance and Development, Septembre 1974, V.11 No: 3.
- SPAHN Paul Bernd, The Tobin Tax and Exchange Rate Stability, Finance and Development, Juin 1996 V. 33, No:2.
- TAIT Alan, IMF Advice on Fiscal Policy, Finance and Development, Mars 1990, V.27, No:1.
- TANZI Vito, The Underground Economy, Causes and Consequences of This Global Phenomenon, Finance and Development, Decembre 1983, V.20, No: 4.
- TANZI Vito, Corruption: Causes, Consequences and Agenda for Further Research, Finance and Development, March 1998, V.35, Number 1.
- Witteveen H. Johannes, The Emerging International Monetary System, Finance and Development, Septembre 1976, V.13, No:3.

a) Journaux et bulletins

- Le Monde, le 8 septembre 2001.

Prof. Dr. Seyfettin Aynel



Prof. Dr. Z. Sami Zuer



Prof. Dr. Aykut Hıncalman



Doç. Dr. İdil KAYA
Galatasaray Üniversitesi
Sosyal Bilimler Enstitüsü
Müdürü